

MARCHÉ PUBLIC DE PRESTATIONS INTELLECTUELLES

CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIÈRES (CCTP)

Pouvoir adjudicateur

État - Ministère des Transports
Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de
Bourgogne – Franche-Comté

Mandataire

Monsieur le Directeur régional de l'Environnement, de l'Aménagement
et du Logement de Bourgogne – Franche-Comté par arrêté de délégation
en vigueur à la date de signature du marché

Représentant du pouvoir adjudicateur (RPA)

Monsieur le Directeur régional de l'Environnement, de l'Aménagement
et du Logement de Bourgogne-Franche-Comté par arrêté de délégation
en vigueur à la date de signature du marché

Objet du marché

Marché de prestations d'ingénierie écologique
relatives aux opérations d'aménagement du réseau routier national
sous maîtrise d'ouvrage de la DREAL Bourgogne-Franche-Comté

Réf PLACE : DrealBFC-26-RRN-INGECO

Lot n°1 et n°2

Lot n°1 : Saône-et-Loire (RCEA secteur nord-ouest), Nièvre et Yonne
Lot n°2 : Saône-et-Loire (RCEA secteur sud-est), Doubs et Haute-Saône

Sommaire

0. Réalisation et admission des prestations - Présentation des opérations et avancement dans la mise en œuvre des mesures compensatoires.....	3
0.1 – Réalisation et admission des prestations.....	3
0.2 – Présentation, par lot, des opérations routières.....	6
I. Prix généraux.....	25
101 – Réunion (prix 101a et 101b).....	25
102 – Appropriation des données.....	25
II. Missions de conseil et d'études.....	26
201. Cartographie et note des enjeux environnementaux.....	26
202. Rédaction d'un dossier de porter à connaissance.....	26
203. Avis sur aménagement intérieur d'ouvrage hydraulique (OH).....	27
204. Mise en œuvre de la méthodologie nationale d'évaluation des zones humides.....	28
205. Diagnostic hydromorphologique de cours d'eau.....	29
206. Mission générale de conseil et d'études.....	30
III. Missions de génie écologique pendant les travaux routiers.....	30
301. Présence sur le chantier.....	30
302. Caractérisation de zone et d'habitat humide.....	31
303. Inventaire complémentaire faune/flore et habitats.....	31
304. Expertise terrain en cas de découverte d'une espèce protégée, non recensée.....	32
305. Suivi spécifique.....	33
306. Suivi piézométrique.....	33
307. Inspection d'arbres avant abattage.....	34
308. Déplacement d'espèce végétale protégée.....	34
309. Capture et déplacement d'amphibiens.....	35
310. Surveillance et entretien de bâches à amphibiens.....	35
IV. Missions relatives à la mise en œuvre des mesures compensatoires.....	36
401. Recherche de sites de compensation.....	36
402. Analyse du potentiel compensatoire d'une parcelle (diagnostic rapide).....	38
403. Caractérisation de zones et d'habitat humide.....	39
404. Inventaire faune/flore et habitats pour un site de compensation.....	39
405. Élaboration d'un plan de gestion (prix 405a à 405f).....	41
406. Assistance à la rédaction d'un cahier des charges.....	45
407. Assistance à l'analyse des offres.....	46
408. Suivi et contrôle des travaux d'aménagement d'un site de compensation.....	47
409. Assistance à la réception des travaux.....	48
V. Missions de suivi des sites de compensation.....	49
501. Réalisation du suivi d'un site de compensation.....	49
502. Contrôle de la gestion d'un site de compensation.....	49

Les prestations du titulaire consistent en l'assistance à la définition, à la mise en œuvre et au suivi des mesures environnementales dans le cadre des différentes opérations routières en Bourgogne Franche-Comté, de leur conception à leur réalisation.

Pour l'ensemble des opérations concernées par les lots n°1 et n°2 du présent marché, les informations sur l'état d'avancement des mesures compensatoires, sur les plans de gestion et le suivi écologique des mesures sont donnés à titre indicatif et non exhaustifs. Ces informations ne sauraient remplacer l'appropriation des données d'entrée de chaque opération par le prestataire.

L'attention du candidat est attiré sur le fait que l'élaboration des prix doit être soignée. Il devra prendre connaissance dans le détail de l'ensemble des documents, aucune réclamation ne sera admise concernant les dispositions décrites dans les différents documents.

0. Réalisation et admission des prestations - Présentation des opérations et avancement dans la mise en œuvre des mesures compensatoires

0.1 – Réalisation et admission des prestations

➤ Engagement des commandes

Le représentant de l'acheteur (RA) prépare le bon de commande et le détail estimatif qui l'accompagne. La définition des quantités fait l'objet d'un échange préalable avec le titulaire.

Le RA fixe les délais d'exécution des prestations dans chaque bon de commande. Les délais sont fixés en cohérence avec les ordres de grandeur de délais définis dans le CCTP pour chacun des prix. Le cas échéant, des délais distincts peuvent être fixés en fonction des prestations commandées.

Les délais sont exprimés en jours, semaines et mois calendaires sauf mention contraire dans le bon de commande.

Les bons de commande sont notifiés par voie électronique via l'application PLACE dans les conditions définies à l'article 1-4 du CCAP, à l'adresse mail du titulaire figurant dans l'acte d'engagement.

Le titulaire accuse réception des bons de commande notifiés par le RA.

Sauf stipulation contraire dans le bon de commande, le délai d'exécution démarre à l'accusé de réception du titulaire.

➤ Paiements

Les modalités de paiement sont définies à l'article 3-2 à 3-4 du CCAP.

Le bordereau des prix définit, pour chaque prix, le rythme des paiements correspondant.

➤ Remise des livrables

Les documents présentés par le titulaire sont remis au RA, sous forme dématérialisée, systématiquement en format pdf, et obligatoirement accompagnés d'un format modifiable :

- ppt, doc, xls, odc, odp, odt pour les textes, tableurs et présentations ;
- un format compatible Autocad et/ou Qgis pour les plans.

En complément un exemplaire sur support papier relié peut être demandé.

Les fichiers les plus légers seront transmis par courriel (jusqu'à 5 Mo maximum).

Les fichiers de taille supérieure à 5 Mo seront obligatoirement transmis via une plate-forme de téléchargement. Le lien de téléchargement est à communiquer par courriel.

Le RA accuse réception auprès du titulaire des documents transmis par courriel.

Le non-respect des délais d'exécution fixés dans le bon de commande entraîne l'application de pénalités pour retard d'exécution conformément à l'article 4-2 du CCAP.

L'attention du candidat est attiré sur le fait que l'élaboration des prix doit donc être soignée. Aucun refus d'intervention pour cause de prix trop bas ne sera toléré et le titulaire subira les pénalités pour non-intervention indiquées dans le CCAP.

➤ Admission des prestations

◆ Définitions

Conformément à l'article 2 du CCAG PI :

- l'« **admission** » est la décision, prise après vérifications, par laquelle le RA reconnaît la conformité des prestations aux stipulations du marché. La décision d'admission vaut constatation de service fait ;
- l'« **ajournement** » est la décision prise par le RA qui estime que les prestations pourraient être admises moyennant des corrections à opérer par le titulaire ;
- la « **réfaction** » est la décision prise par le RA de réduire le montant des prestations à verser au titulaire, lorsque les prestations ne satisfont pas entièrement aux prescriptions du marché, mais qu'elles peuvent être admises en l'état ;
- le « **rejet** » est la décision prise par le RA qui estime que les prestations ne peuvent être admises, même après ajournement ou avec réfaction.

◆ Opérations de vérification

Par dérogation à l'article 28-2 du CCAG PI, le délai fixé au RA pour procéder aux opérations de vérification et notifier sa décision d'admission, d'ajournement, d'admission avec réfaction ou de rejet est de :

- **deux mois** pour les documents ne nécessitant pas d'échanges avec les services instructeurs environnementaux ou de validation de leur part ;
- **six mois** pour les documents nécessitant un échange avec les services instructeurs environnementaux ou une validation de leur part.

Ces délais courent à compter de la date de l'accusé de réception par le RA des documents transmis.

Le RA peut unilatéralement proroger la durée des opérations de vérification par courriel adressé au titulaire avant leur terme.

La décision d'admission, d'ajournement, d'admission avec réfaction ou de rejet du RA prend la forme d'un courriel adressé au titulaire. Elle est prononcée pour chaque prestation de chaque bon de commande. Des décisions partielles peuvent être émises.

◆ Décision d'admission

Les stipulations du premier alinéa de l'article 29.1 du CCAG PI s'appliquent.

◆ Décision d'admission avec réfaction

Par dérogation à l'article 29.3 du CCAG PI la décision motivée d'admission avec réfaction est, sans autre formalité, notifiée au titulaire.

Lorsque le RA estime que des prestations ne satisfont pas entièrement aux conditions du marché, mais qu'elles présentent des possibilités d'admission en l'état, il notifie au titulaire une décision motivée de les admettre avec réfaction, c'est-à-dire entraînant une réduction de prix selon l'étendue des imperfections constatées.

Le titulaire dispose d'un mois pour présenter ses observations ou adresser une lettre de réclamation au sens de l'article 43 du CCAG PI ; passé ce délai, il est réputé avoir accepté la décision du RA. Si le titulaire formule des observations, le RA dispose ensuite d'un mois pour confirmer sa décision ou pour notifier une nouvelle décision.

À défaut d'une telle notification dans ce délai, le RA est réputé avoir accepté les observations du titulaire.

◆ Décision d'ajournement

L'admission peut être assortie de conditions à prendre en compte par le titulaire. En dérogation au premier alinéa de l'article 29.2.1 du CCAG PI, le délai laissé au titulaire pour procéder aux reprises nécessaires est fixé par le RA. Ce délai dépend de l'ampleur des modifications et/ou compléments à apporter, ainsi que du degré d'urgence des prestations.

Le non-respect de ce délai entraîne l'application de pénalités pour retard d'exécution conformément à l'article 4-2 du CCAP.

En dérogation au 2^e alinéa de l'article 29.2.1 du CCAG PI, le titulaire doit faire connaître son acceptation dans un délai de cinq jours ouvrés, à compter de la notification de la décision d'ajournement. En cas de refus du titulaire ou de silence gardé par lui durant ce délai, le RA a le choix de prononcer l'admission des prestations avec réfaction ou de les rejeter, dans un délai de quinze jours courant de la notification du refus du titulaire ou de l'expiration du délai de dix jours ci-dessus mentionné.

Par dérogation au 3^{ème} alinéa de l'article 29.2.1 du CCAG PI, le silence du RA pendant le délai de quinze jours susmentionné ne vaut pas décision de rejet des prestations. Il ne vaut pas non plus décision d'admission ou d'admission avec réfaction : le délai est automatiquement prorogé jusqu'à la prise de décision du RA.

Conformément à l'article 29.2.2 du CCAG PI, si le titulaire présente à nouveau les prestations mises au point, après la décision d'ajournement des prestations, le RA dispose à nouveau de la totalité du délai prévu pour procéder aux opérations de vérification, à compter de leur nouvelle présentation par le titulaire.

◆ Décision de rejet

Lorsque le RA estime que les prestations ne peuvent être admises en l'état, il en prononce le rejet partiel ou total.

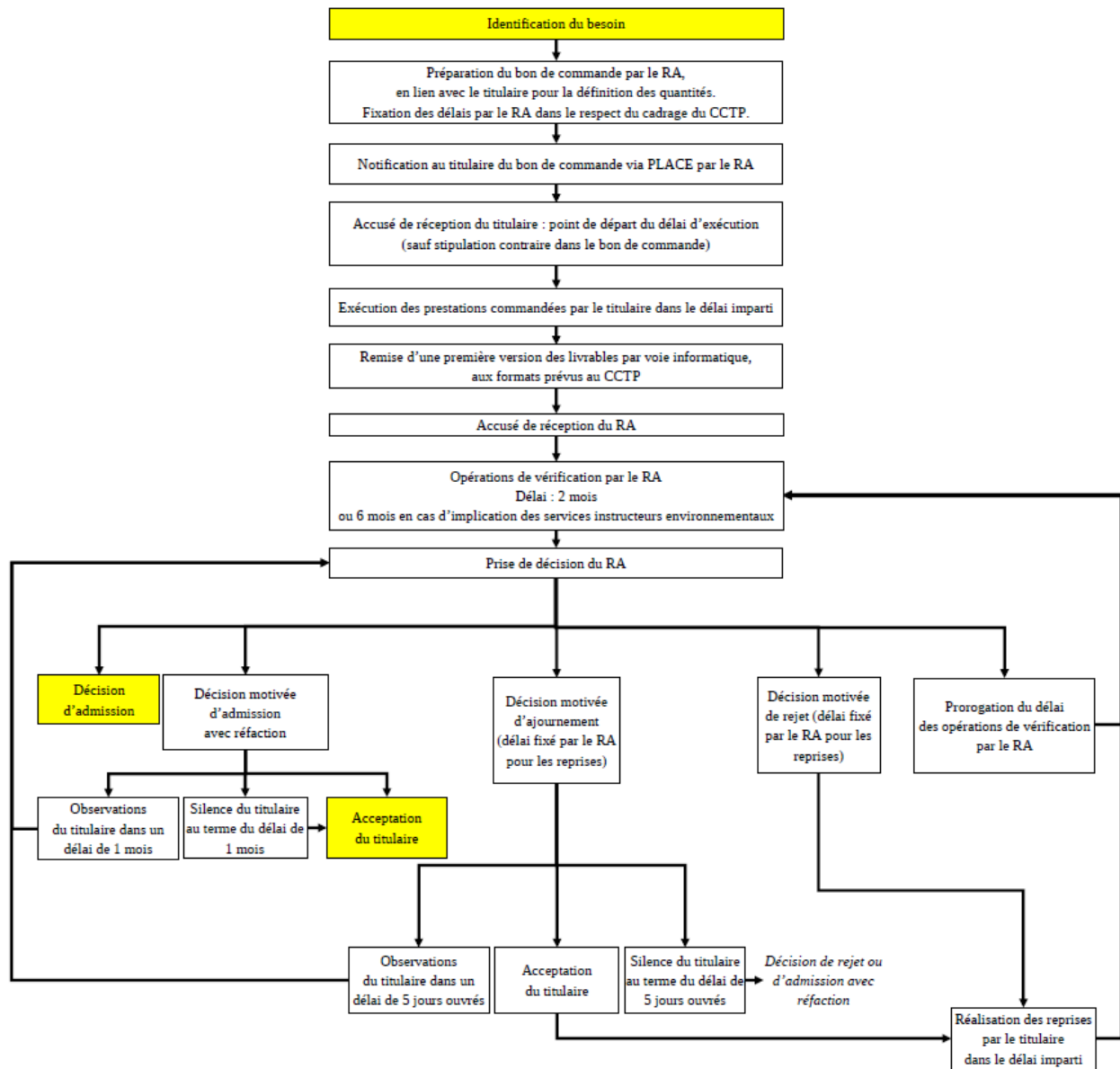
Par dérogation à l'article 29.4.1 du CCAG PI la décision motivée de rejet est, sans autre formalité, notifiée au titulaire.

Conformément à l'article 29.4.2 du CCAG PI, en cas de rejet, le titulaire est tenu d'exécuter à nouveau la prestation concernée. Le délai laissé au titulaire est alors fixé par le RA. Le non-respect de ce délai entraîne l'application de pénalités pour retard d'exécution conformément à l'article 4-2 du CCAP.

Suite à une décision de rejet, le RA dispose à nouveau de la totalité du délai prévu pour procéder aux opérations de vérification des prestations, à compter de leur nouvelle présentation par le titulaire.

➤ **Synthèse**

Le logigramme ci-après synthétise les principes de réalisation et d'admission des prestations :



0.2 – Présentation, par lot, des opérations routières

Les opérations routières se situent dans les départements du Doubs (25), de la Nièvre (58), de la Haute-Saône (70), de la Saône-et-Loire (71) et de l'Yonne (89). La carte de localisation des opérations routières, lot n°1 et lot n°2 est en **annexe 1** au présent CCTP.

Plus particulièrement, les opérations situées en Saône-et-Loire sur la Route Centre-Europe Atlantique (**RCEA**), axe national stratégique, sont réparties sur les branches nord et sud.

Les opérations de la RCEA concernées par le présent marché se situent sur le secteur nord-ouest pour le lot n°1 et sur le secteur sud-est pour le lot n°2.

Le plan joint au présent CCTP en annexe 1, localise toutes les opérations routières des lots n°1 et n°2.

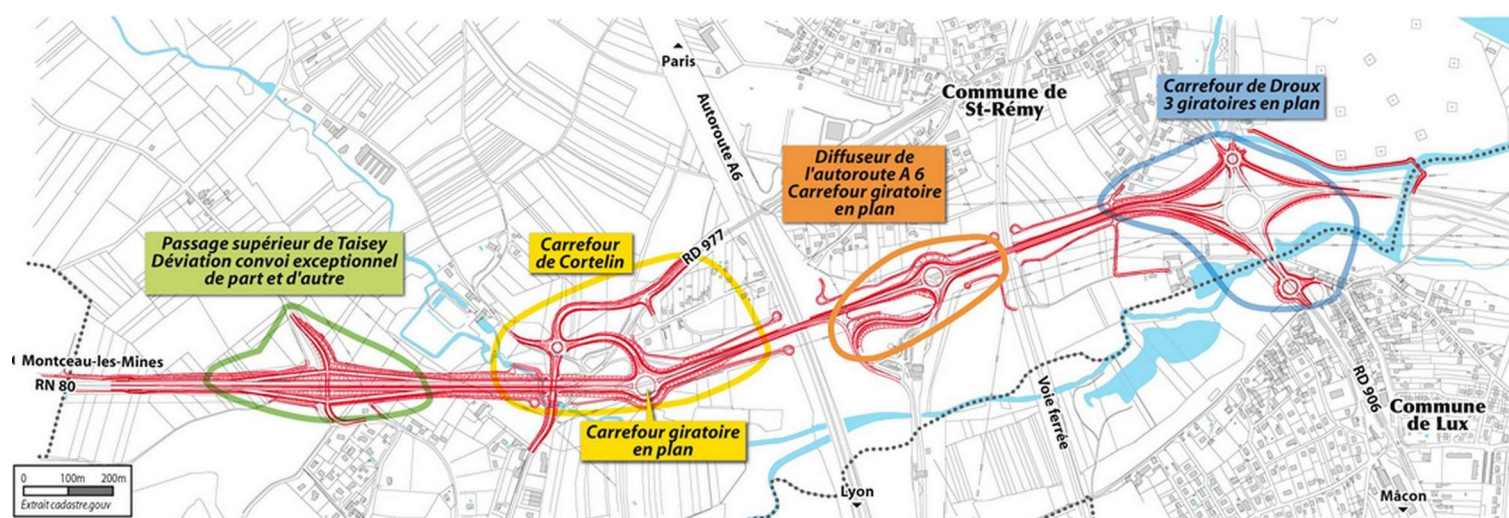
Lot n°1 :**La section Cortelin Droux (CDX) de la RCEA (RN80) – département de Saône-et-Loire (71)**

L'opération consiste en un aménagement et une mise aux normes de la RN80 sur une longueur de 3,9 km entre Taisey et le carrefour de Droux avec la RD906 (ex-RN6). Elle prévoit le passage de la RN80 en 2 x 1 voie. La portion comprenant la RN80 du PR12+400 au PR 13+950 et son barreau de liaison avec la RD977 situé sur la commune de Saint-Rémy a été mise en service le 5 janvier 2015.

L'opération a fait l'objet d'un premier arrêté loi sur l'eau (n°2012185-0007 du 3 juillet 2012 portant autorisation d'aménager la RCEA RN 80 section Cortelin – Droux sur le territoire des communes de Saint-Rémy, Lux et Saint-Marcel) définissant notamment un lot de sites pour réalisations de compensations de zones humides et hydrauliques. Une partie de ces sites s'étant révélée inappropriée, il fut modifié et complété par l'arrêté loi sur l'eau n°2019.0316.DDT du 4 septembre 2019 qui prescrit la réalisation de la majeure partie des compensations sur le site dit « zone de compensation n°18 » ou « ZC18 » à savoir la restitution d'un volume de remblai d'environ 45 000 m³ et la création d'une zone humide sur 71 000 m². Ce site, le seul aménagé de l'opération « Cortin-Droux » est actuellement géré par l'EPTB Saône Doubs qui assure également le suivi naturaliste des mesures.

A titre indicatif et non exhaustif, il reste à assurer le contrôle de la gestion du site de compensation.

Localisation sur le plan en annexe 1, synoptique de l'opération ci-dessous :

**La section Blanzay – Ecuisses (BLEC) de la RCEA (RN70/RN80) – département de Saône-et-Loire (71)**

L'opération consiste en la mise à 2 x 2 voies des RN 70 et 80, du PR40+800 de la RN70 à la section existante à 2 x 2 voies de la RN80, sur une longueur d'environ 11 km. La section aménagée à 2 x 2 voies de la RN70 entre les PR40+800 et 44+200 a été mise en service le 3 novembre 2017, puis la portion entre les PR44+200 et 47+1007 a été mise en service le 21 décembre 2018.

L'opération a fait l'objet d'un arrêté loi sur l'eau n°08-00439 en date du 28 janvier 2008. Il ressort de cet arrêté que seules des mesures relatives à l'entretien des ouvrages hydrauliques et des fossés d'assainissement durant la phase travaux sont précisées.

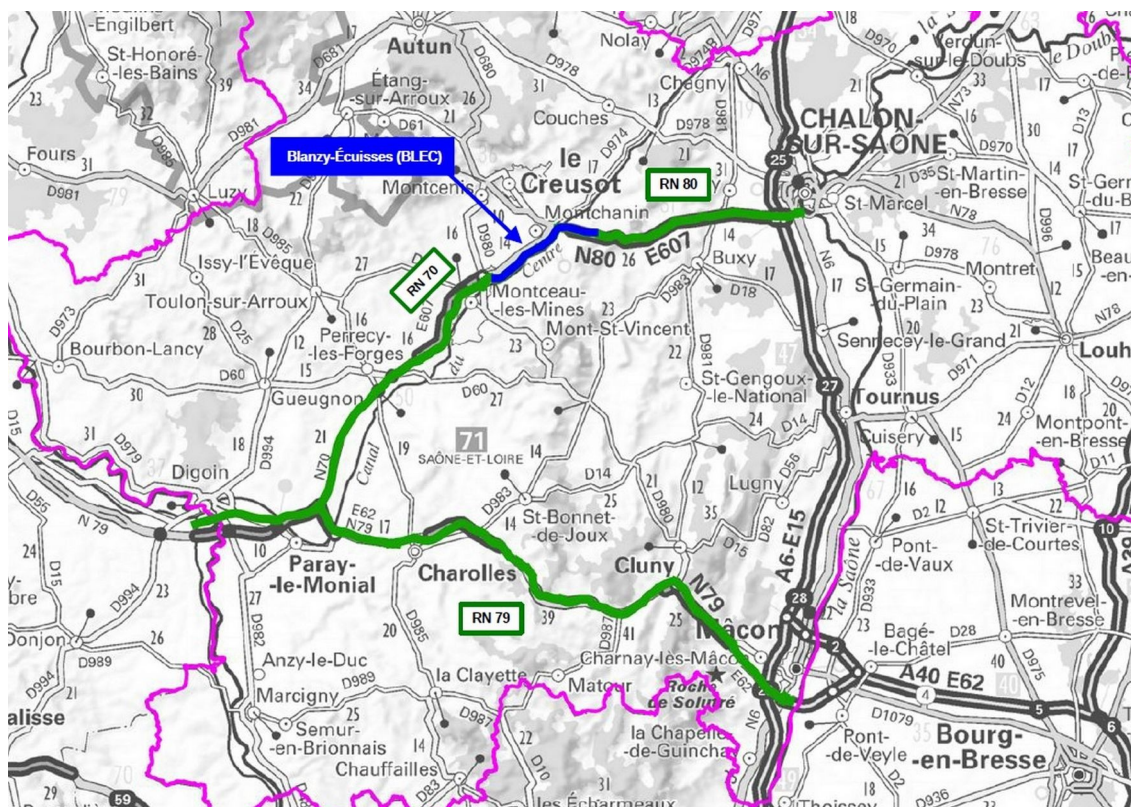
L'opération a fait l'objet d'un arrêté CNPN n°DLPE-BENV-2015-265-2 commun à BLEC et LFI, (cf. opération suivante) en date du 22 septembre 2015 : tout ce qui concerne les espèces protégées a été intégralement pris en compte dans la présente opération BLEC.

Pour mémoire, la section « La Fiolle » (LFI, opération suivante) était initialement incluse dans la section « Blanzay – Écuisses » (BLEC), la mise en chantier du tronçon LFI fut reportée, pour raison financière, ce qui explique que les opérations BLEC et LFI ont le même arrêté CNPN. Quant à l'arrêté loi sur l'eau, BLEC a son propre arrêté et LFI également.

À titre indicatif et non exhaustif, il reste à établir le plan de gestion de l'emprise routière pour y mettre en œuvre les mesures prévues et, par la suite, en assurer le suivi écologique.

En dehors de l'emprise routière, cinq terrains compensatoires ont été identifiés : les mesures sont censées y avoir été mises en œuvre. Néanmoins, il sera nécessaire d'en contrôler la gestion et à mettre en place le suivi écologique tel que prescrit dans l'arrêté CNPN.

Localisation sur le plan en annexe 1 et ci-dessous :



La section « La Fiolle » (LFI) de la RCEA (RN70/RN80) – département de Saône-et-Loire (71)

L'opération consiste en la mise à 2 x 2 voies d'une portion d'1,8 km de la RN70 sur la partie est de la commune de Blanzay. En plus du dédoublement des voies, il incluait le réaménagement de l'échangeur existant en un échangeur dénivelé complet avec deux giratoires de part et d'autre de l'axe de la RN70. Cette section sur le territoire de la commune de Blanzay comprise entre les PR 38+900 et 40+800 a été mise en service le 29 octobre 2021.

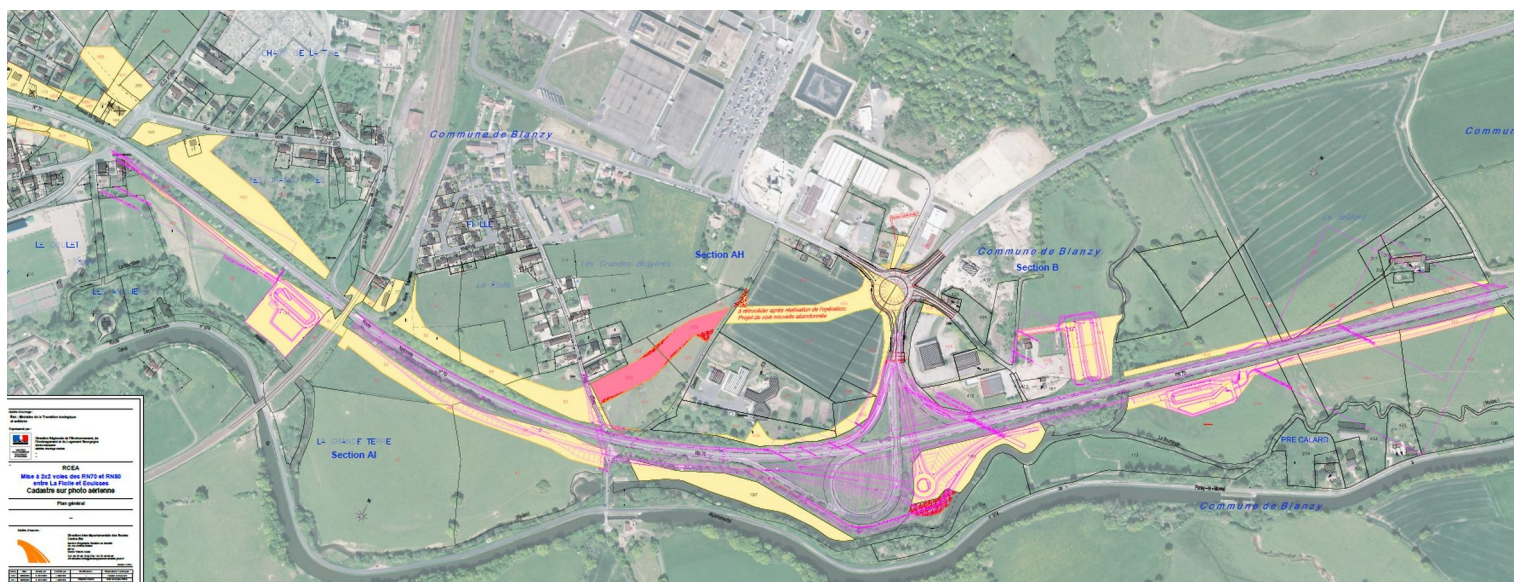
Rappel : Initialement incluse dans la section « Blanzay – Écuisses » (BLEC) aménagée à 2 x 2 voies de 2015 à 2018, la mise en chantier de ce tronçon (LFI) fut reportée, pour raison financière, ce qui explique que les opérations BLEC et LFI ont le même arrêté CNPN. Quant à l'arrêté loi sur l'eau, BLEC a son propre arrêté et LFI également.

L'opération a fait l'objet d'un arrêté CNPN n°DLPE-BENV-2015-265-2 commun à BLEC et LFI en date du 22 septembre 2015 : tout ce qui concerne les espèces protégées a été intégralement pris en compte dans BLEC.

L'opération a fait l'objet d'un arrêté loi sur l'eau n°71-2019-07-29-003 en date du 29 juillet 2019 qui prescrit la réalisation d'une mesure sur la zone d'expansion des crues et une mesure de compensation zone humide sur un site abandonné depuis et remplacé par un autre site situé à proximité immédiate pour lequel un plan de gestion est actuellement en cours d'élaboration.

À titre indicatif et non exhaustif, il restera la surveillance de la mise en œuvre de la mesure, le contrôle de sa bonne réalisation, ainsi que son suivi écologique. Le site retenu ayant une surface inférieure à la prescription de l'arrêté loi sur l'eau, il est à prévoir la recherche d'un site complémentaire pour atteindre la surface totale due.

Localisation sur le plan en annexe 1 et synoptique ci-dessous :



La section Montceau-Génélard (MOGE) de la RCEA (RN70) – département de Saône-et-Loire (71)

L'opération porte sur la mise à 2 x 2 voies de la RCEA (RN70) entre Blanzy (PR38+950) et Génélard (PR21+125) sur un linéaire d'environ 18 km situé sur les communes de Blanzy, Montceau-les-Mines, Saint-Vallier, Sanvignes-les-Mines, Ciry-le-Noble et Génélard.

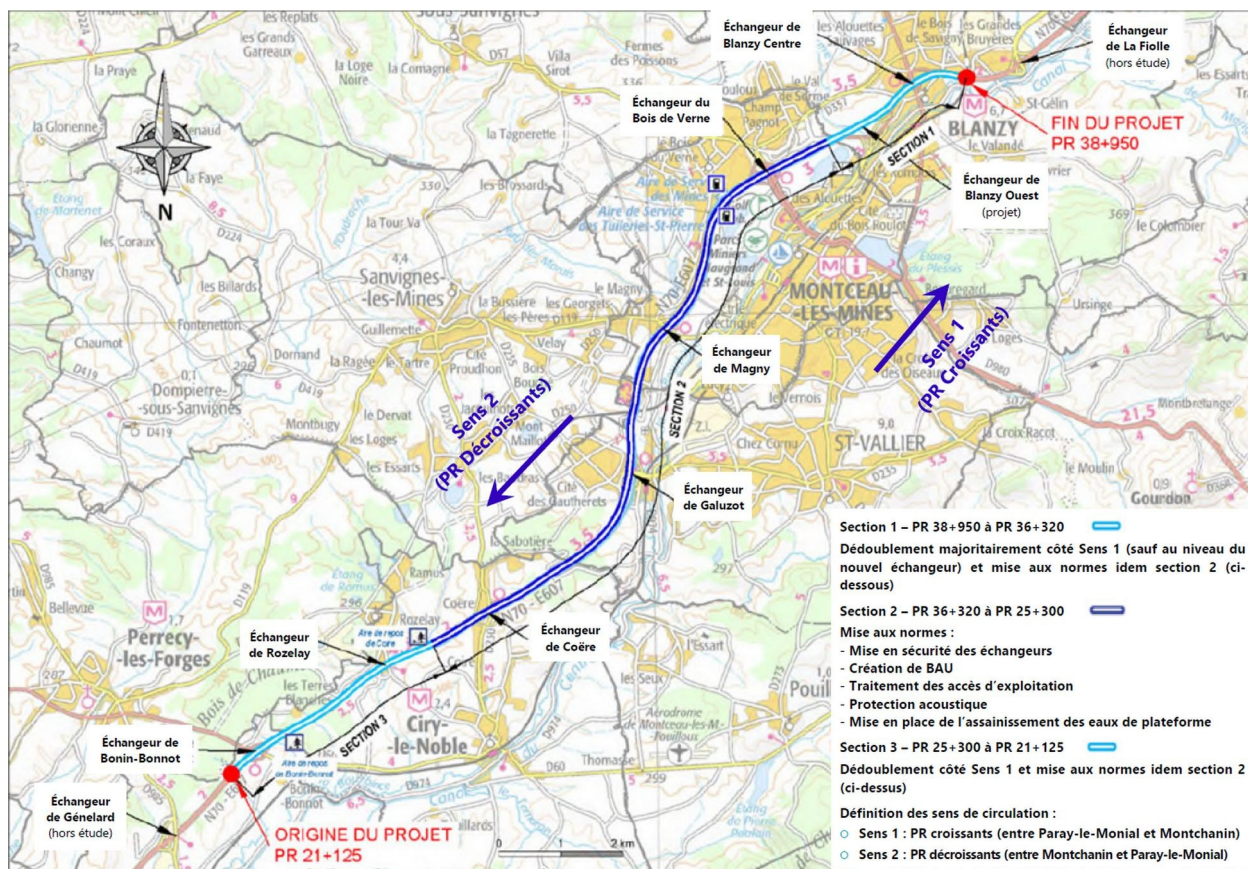
L'opération a fait l'objet d'un arrêté loi sur l'eau n°71-2021-08-31-00003 en date du 31 août 2021 portant notamment sur la restauration de cours d'eau dégradé, sur la compensation de l'impact des remblais sur l'expansion des crues et sur la compensation de destruction de zones humides.

L'opération a fait l'objet d'un arrêté CNPN n°71-2021-09-10-00002 en date du 10 septembre 2021 portant notamment sur la restauration de milieux humides, sur la restauration de milieux ouverts prairiaux et de milieux semi-ouverts, sur la restauration de milieux boisés.

À titre indicatif et non exhaustif, une quinzaine de sites compensatoires ont été identifiés et inventoriés. Il reste à en élaborer les plans de gestion. À l'issue, si ces sites ne présentent pas tout le potentiel escompté, il sera nécessaire de procéder à des recherches et inventaires de sites complémentaires pour atteindre les objectifs prescrits par les arrêtés.

Pour l'ensemble des sites déjà identifiés et à venir, la surveillance des travaux, le contrôle de la gestion et le suivi écologique seront ensuite à mettre en place.

Localisation sur le plan en annexe 1 et synoptique ci-dessous :



la section Génelard (GND) de la RCEA (RN80) – département de Saône-et-Loire (71)

L'opération consiste en l'aménagement à 2 x 2 voies sur environ 6 km de la portion de la RN70 entre les PR 15+500 et 21+125 par l'élargissement de 10 à 20 m de la chaussée existante sur sa partie Est. Localisée sur les communes de Génelard et Palinges, cette portion a été mise en service le 18 juillet 2018.

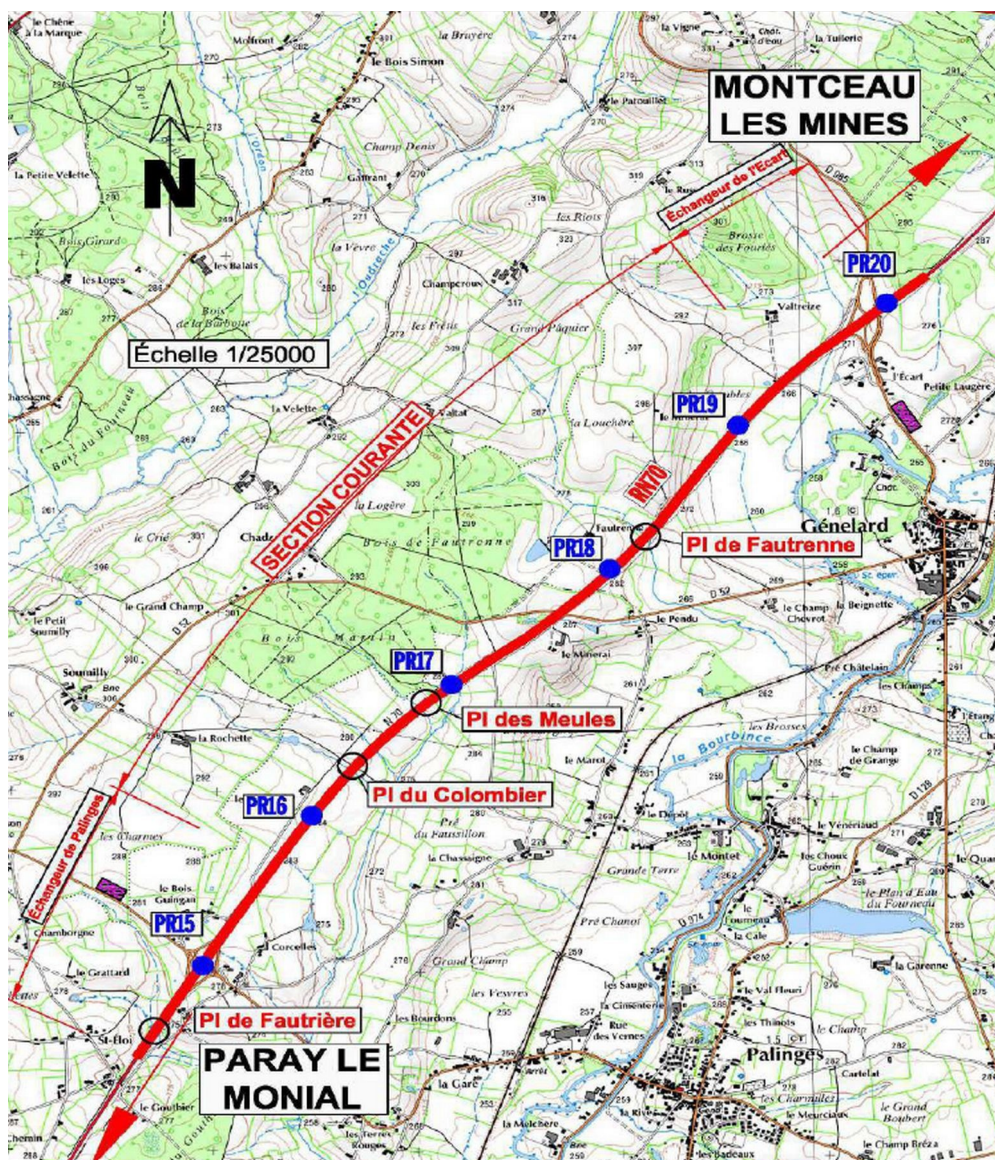
L'opération a fait l'objet d'un arrêté loi sur l'eau n°71-2017-01-03-004 en date du 3 janvier 2017 et d'un arrêté CNPN n°71-2017-04-24-004 en date du 24 avril 2017.

À savoir que, au vu de leur proximité géographique (environ 15 km l'un de l'autre), les aménagements de la RCEA « Paray-Charolles » (PCH, cf. opération suivante) et « Génelard » (GND), bien qu'ils aient fait l'objet de dossiers d'autorisation distincts, bénéficient de stratégies de compensation communes c'est-à-dire la mise en commun de leurs sites compensatoires pour répondre de manière globalisée aux impacts des deux projets.

À titre indicatif et non exhaustif, pour les 5 sites compensatoires couvrant les opérations GND et PCH actuellement identifiés, des plans de gestion sont en cours d'élaboration. À l'issue, Il restera a priori à rechercher 1 ou 2 sites complémentaires les sites retenus ne permettant vraisemblablement pas d'atteindre les objectifs prescrits dans les arrêtés. Ces sites devront faire l'objet d'inventaires et des plans de gestion seront à rédiger.

Sur l'ensemble des sites, devront être ensuite mises en œuvre les mesures de compensations ainsi que le contrôle de la gestion et les suivis écologiques.

Localisation sur le plan en annexe 1 et synoptique de l'opération ci-dessous :



La section Paray-Charolles (PCH) de la RCEA (RN79) – département de Saône-et-Loire (71)

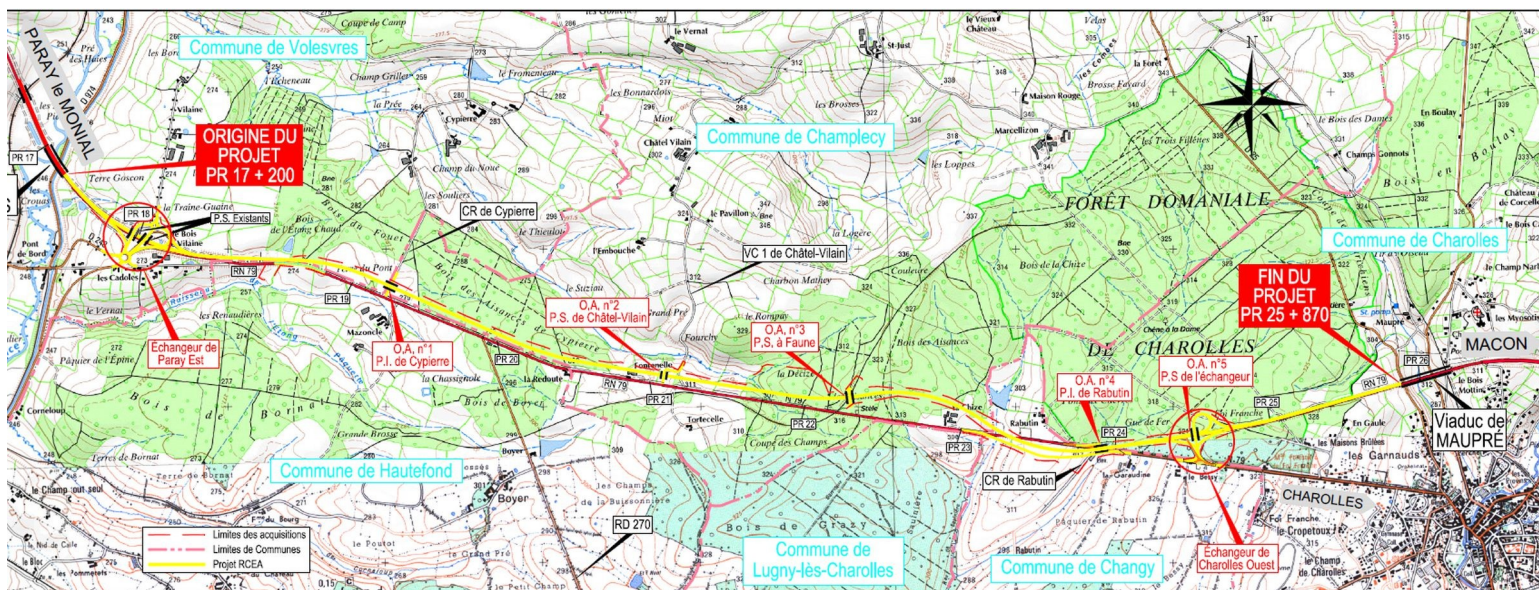
L'opération consiste en la mise à 2 x 2 voies de la RCEA (RN79), tracé neuf, entre Paray-le-Monial et Charolles du PR 17+200 au PR 25+870 sur les communes de Hautefond, Volesvres, Champlecy, Changy et Charolles. Cette portion a été mise en service le 17 décembre 2019.

L'opération a fait l'objet d'un arrêté loi sur l'eau n°71-2017-01-03-005 en date du 3 janvier 2017 qui a et d'un arrêté CNPN n°71-2017-04-24-005 en date du 24 avril 2017.

À savoir que, au vu de leur proximité géographique (environ 15 km l'un de l'autre), les aménagements de la RCEA « Gélard » (GND, cf. opération précédente) et « Paray-Charolles » (PCH), bien qu'ils aient fait l'objet de dossiers d'autorisation distincts, bénéficient de stratégies de compensation communes c'est-à-dire la mise en commun de leurs sites compensatoires pour répondre de manière globalisée aux impacts des deux projets.

Aussi, les prestations attendues sont communes à l'opération GND ci-dessus.

Localisation sur le plan en annexe 1 et synoptique de l'opération ci-dessous :



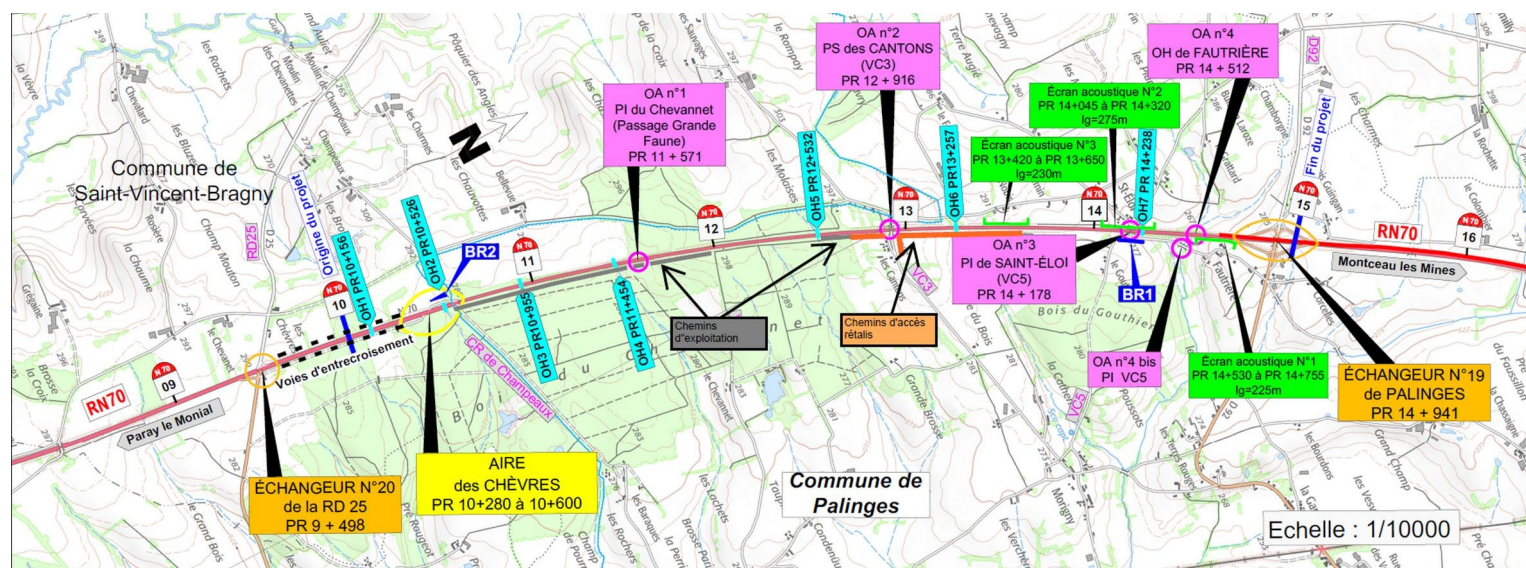
La section RD25 – Palinges (PLD25) de la RCEA (RN70) – département de la Saône-et-Loire (71)

L'opération « RD25-Palinges » consiste en la mise à 2 x 2 voies de la RN70 sur les communes de Saint-Vincent Bragny et Pallinges, entre le PR 10 et le PR 14+500. Cette section d'une longueur de 4,5 km est comprise entre deux secteurs de la RN70 déjà aménagés en 2 x 2 voies. Elle a été mise en service le 21 août 2024.

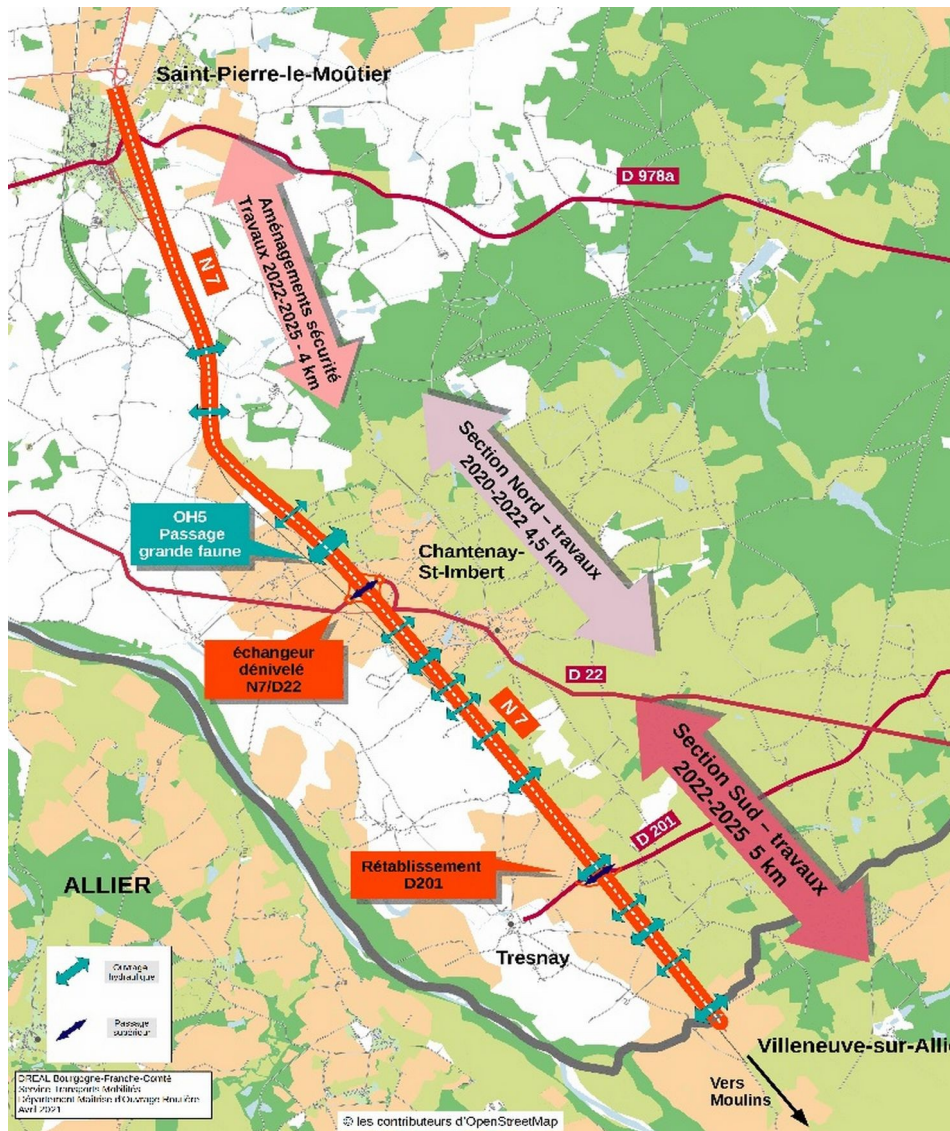
L'opération a fait l'objet d'un arrêté loi sur l'eau n°71-2021-08-31-00004 en date du 31 août 2021 et d'un arrêté CNPN n°71-2022-06-14-00001 en date du 14 juin 2022.

À titre indicatif et non exhaustif, 2 sites compensatoires sont identifiés, dont l'emprise routière, sur lesquels les plans de gestion sont actuellement en cours d'élaboration. Il reste à assurer le contrôle des travaux écologique, la bonne gestion des sites ainsi que le suivi écologique prescrit dans les arrêtés.

Localisation sur le plan en annexe 1 et synoptique de l'opération ci-dessous :



Localisation sur le plan en annexe 1, synodique de l'opération ci-dessous :



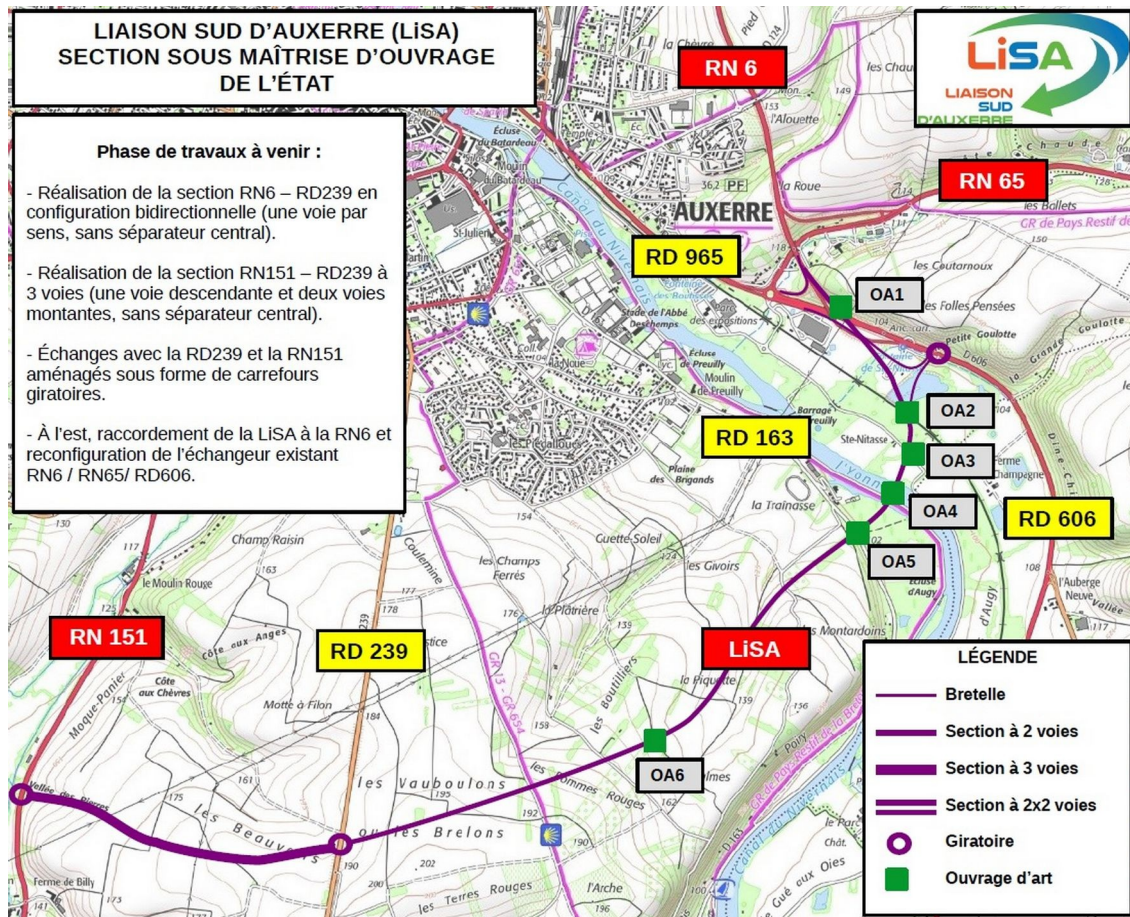
La Liaison Sud Auxerre (LiSA) – département de l'Yonne (89)

L'opération porte sur la création d'une liaison routière entre la RN 6 et la RN 151, au sud d'Auxerre, destinée à dévier le trafic de transit, améliorer la sécurité routière et la fluidité de la circulation, et à permettre la requalification des axes existants traversant l'agglomération auxerroise. Elle s'inscrit dans le programme global de contournement sud d'Auxerre, déclaré d'utilité publique par arrêté préfectoral du 29 décembre 2016.

L'opération a fait l'objet d'un arrêté loi sur l'eau n° PREF-SGAD-BE-2024-241 du 21 mai 2024 au titre de l'article L.181-1 du Code de l'environnement, ainsi que d'un arrêté préfectoral du 8 janvier 2025 accordant une dérogation aux interdictions relatives aux espèces protégées. Ces arrêtés prévoient plusieurs mesures, notamment la création d'une zone de compensation hydraulique (ZCH) et d'une zone humide (ZH) sur le site du « Gué aux Oies » à Champs-sur-Yonne, pour compenser la perte de 62 500 m³ de volume d'inondation en lit majeur de l'Yonne et les impacts sur les zones humides fonctionnelles.

À titre indicatif et non exhaustif, la mise en œuvre opérationnelle des aménagements (mares, ZCH, haies) est engagée via des conventions préalables avec les propriétaires, tandis que les plans de gestion détaillés et le suivi écologique restent à finaliser et à déployer conformément aux prescriptions des arrêtés. Compte tenu de l'état d'avancement actuel, de la recherche de sites sera éventuellement à prévoir.

Localisation sur le plan en annexe 1, synodique de l'opération ci-dessous :



Lot n°2 :**La Fourche Col des Vaux (LFCV) de la RCEA (RN79) – département de Saône-et-Loire (71) :**

Opération à l'étude qui consiste en un élargissement sur place d'une section de la RN79 de 9,5 km sur les communes de Vendenesse-les-Charolles, Beaubery et Vérosvres.

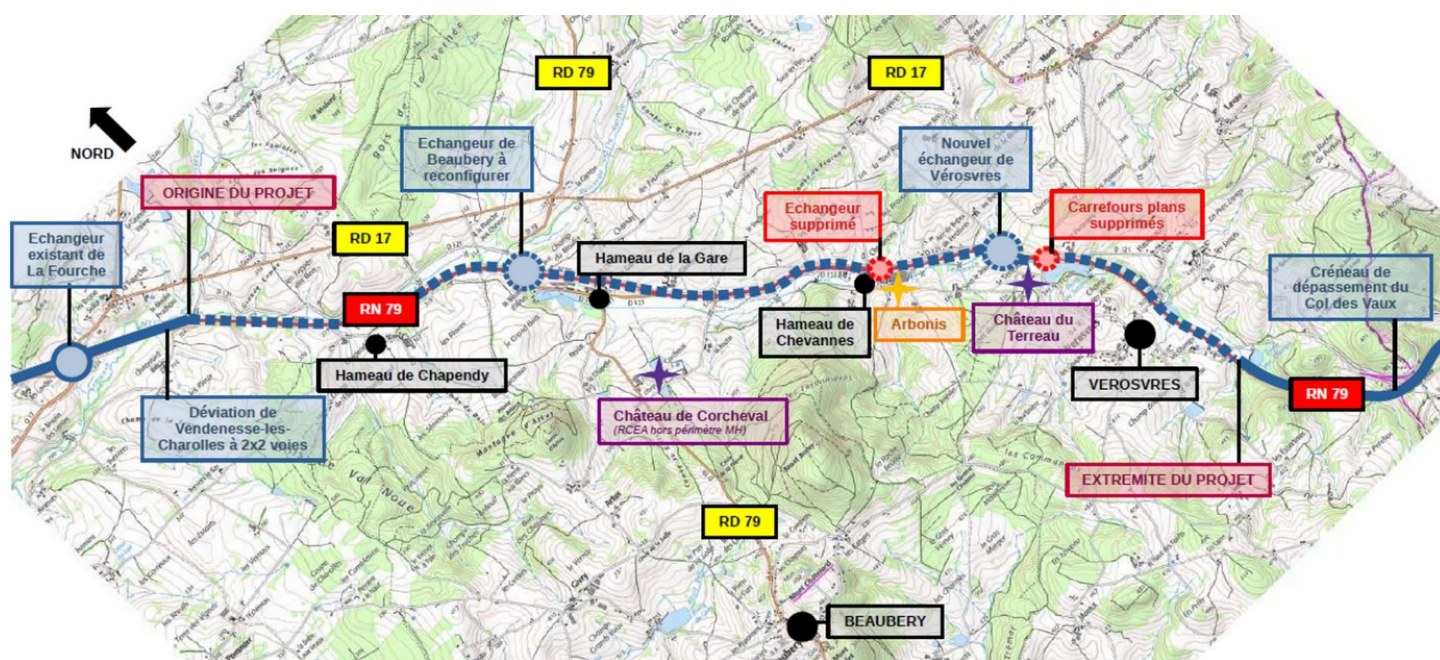
Les atteintes à l'environnement générées par le projet qui n'ont pu être ni évitées ni réduites et qui se doivent d'être compensées ont été définies.

Une première douzaine de sites de compensations a été identifiée.

Les dossiers d'autorisation Loi sur l'eau et de dérogation espèces protégées sont en cours de rédaction, les arrêtés environnementaux correspondants sont attendus courant 2026.

À titre indicatif et non exhaustif, il sera certainement nécessaire de rechercher et d'identifier un lot complémentaire de sites (de l'ordre d'une huitaine) et d'en faire les inventaires. Sur l'ensemble des sites fléchés à terme, il faudra en rédiger les plans de gestion, y suivre la mise en œuvre des mesures compensatoires puis en assurer le suivi écologique associé et en contrôler la bonne gestion.

Localisation sur le plan en annexe 1 et ci-dessous :

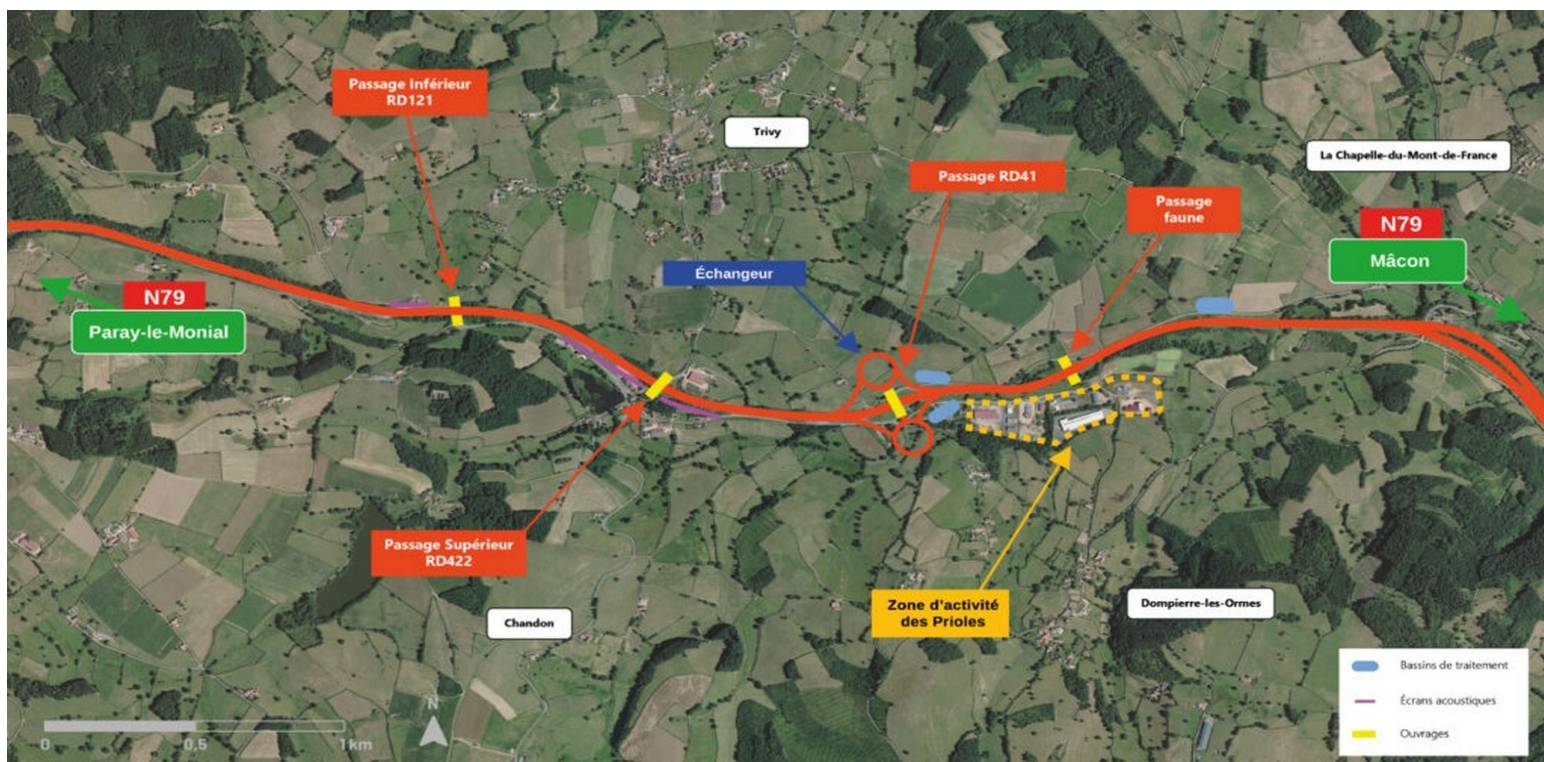


La Chapelle du Mont de France (LCMF) – département Saône-et-Loire (71) :

Cette opération de mise à 2 x 2 voies de la RCEA (RN 79) sur 3 800 ml, du PR 45+625 au PR 49+280, entre le Col des Vaux et La Chapelle du Mont de France, a été mise en service le 22 décembre 2022. Elle a fait l'objet d'un arrêté loi sur l'eau n°71-2019-07-29-002 et d'un arrêté CNPN n°71-2019-11-30-001.

À titre indicatif et non exhaustif, la création d'habitat favorables aux pies grièches reste à mettre en place, les plans de gestion (de l'ordre de 2 à 3) de différents sites restent à établir ainsi que le suivi écologique prescrit par l'arrêté de dérogation espèces protégées.

Localisation sur le plan en annexe 1, synodique de l'opération ci-dessous :



La section Brandon – Clermain (BRCL) de la RCEA (RN79) – département de Saône-et-Loire (71)

L'opération porte sur la mise à 2 x 2 voies de la RCEA (RN79) entre Brandon et Clermain, sur un linéaire d'environ 5,8 km, comprenant l'aménagement de la section courante de la route, la création d'un nouvel échangeur et l'adaptation des ouvrages existants.

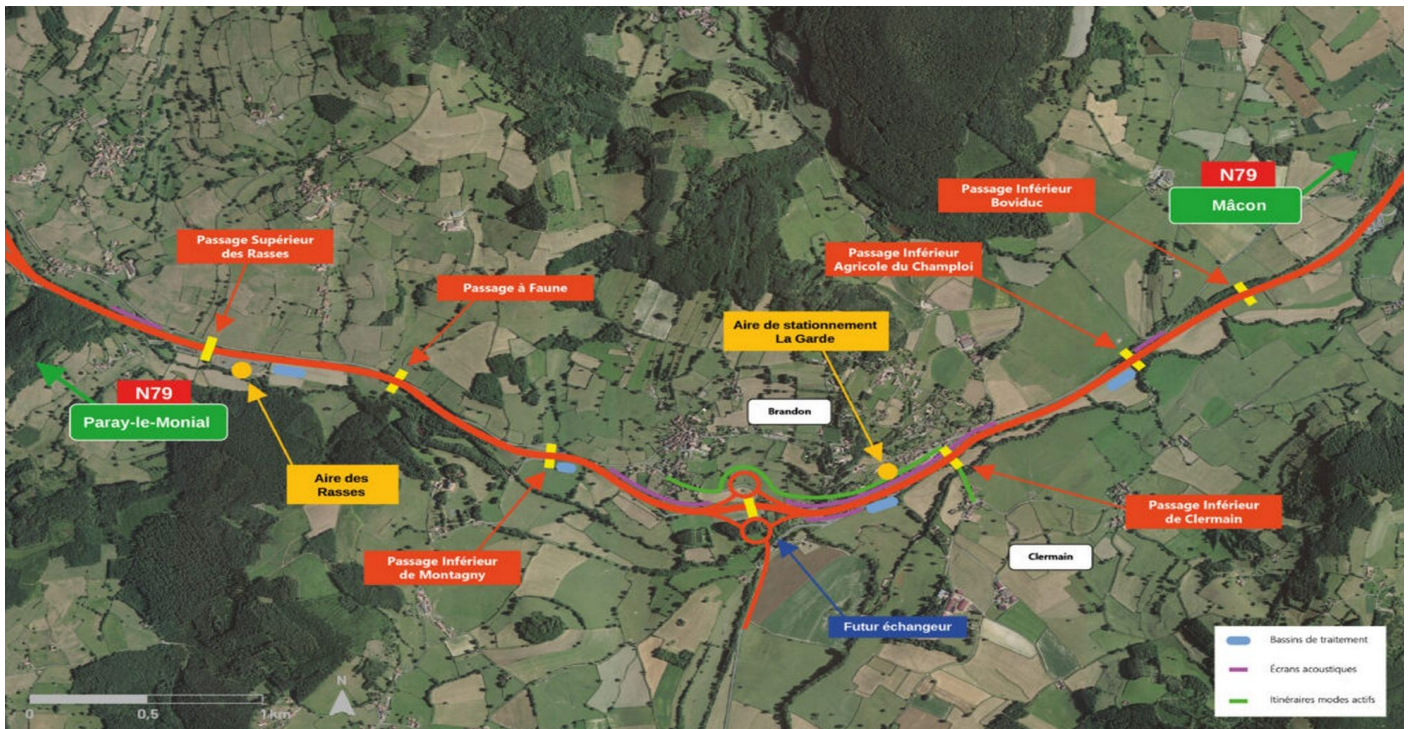
Mise en service partiellement et faisant encore l'objet de travaux, elle bénéficie d'un arrêté loi sur l'eau n°71-2021-08-05-00002 en date du 5 août 2021 et d'un arrêté CNPN (n°inconnu) en date du 17 septembre 2021.

À titre indicatif et non exhaustif, actuellement un peu moins d'une vingtaine de sites sont fléchés pour répondre aux besoins de l'opération. Les plans de gestion inhérents sont en cours de rédaction et certaines des mesures prévues sont réalisées ou en cours de réalisation (aménagements hydrauliques, restauration de milieux, gestion de zones humides).

Le titulaire aura certainement à suivre la réalisation de certains travaux, à contrôler la bonne gestion de certains sites et à en assurer le suivi écologique.

Il n'est pas n'ont plus à exclure que quelques sites complémentaires (de l'ordre de 2 ou 3) soient à rechercher. Il faudra en rédiger les plans de gestion contrôler la bonne mise en œuvre des mesures qui y seront prévues.

Localisation sur le plan en annexe 1, synodique de l'opération ci-dessous :



La section Clermain – Saint-Cécile (CLSC) de la RCEA (RN79) – département de Saône-et-Loire (71)

L'opération porte sur la mise à 2 x 2 voies de la RN79 entre Clermain (Navour-sur-Grosne) et Sainte-Cécile, sur un linéaire d'environ 3 km, avec élargissement de la chaussée existante, adaptation des échangeurs (notamment celui de la Valouze), réaménagement de l'aire de la Grosne et renforcement des ouvrages d'art, dont le pont sur la Grosne.

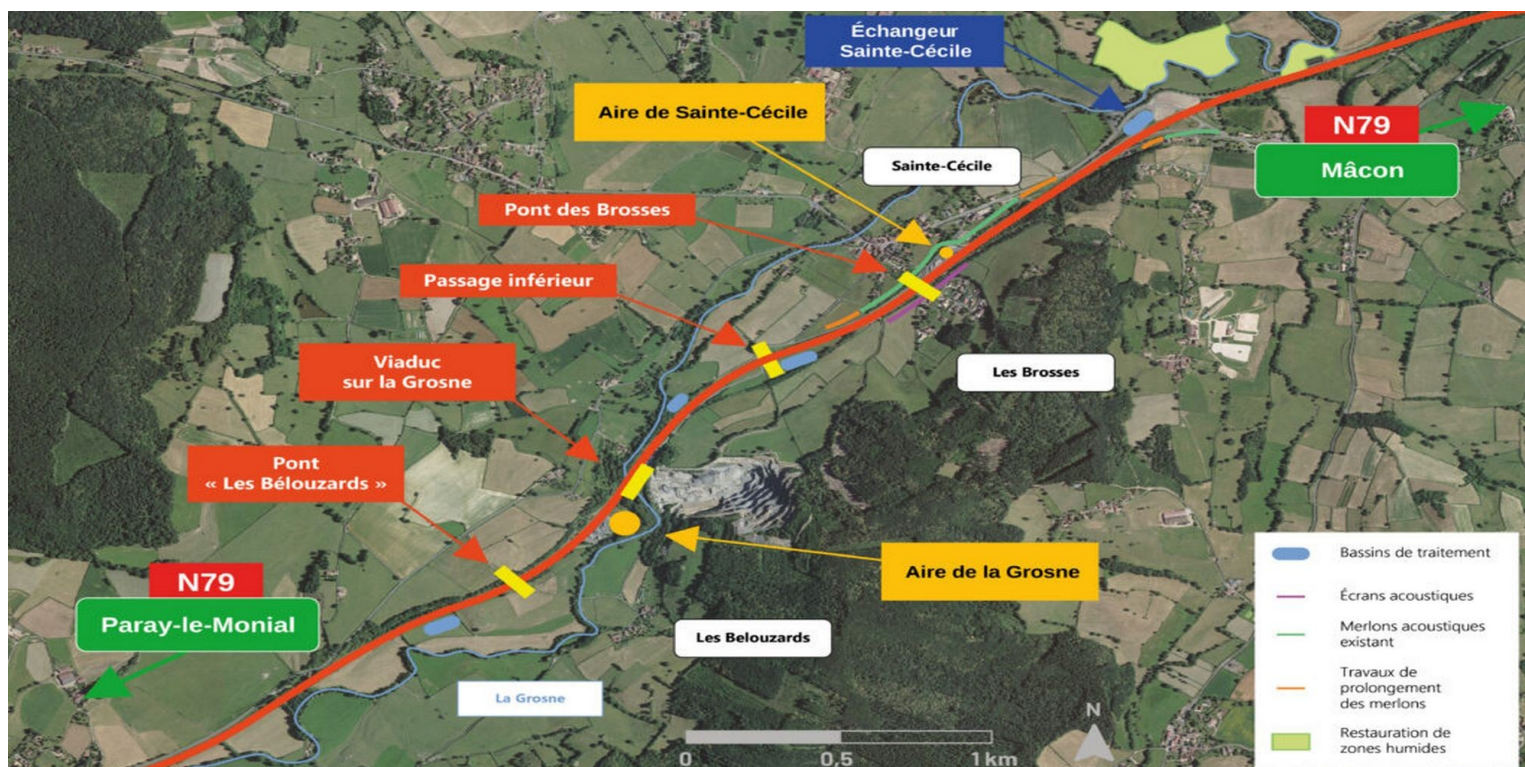
L'opération fait l'objet d'un arrêté loi sur l'eau n°71-2023-04-18-00002 en date du 18 avril 2023 et d'un arrêté CNPN n°71-2023-07-20-00003 en date du 20 juillet 2023.

Les travaux routiers sont en cours et à titre indicatif et non exhaustif, des sites permettant la mise en place des mesures prévues ont été identifiées sur lesquelles des travaux sont en cours de réalisation voire terminés pour certains.

Néanmoins des sites complémentaires (difficilement quantifiable mais certainement moins de 5) avec réalisation d'inventaires seront certainement à rechercher.

Les plans de gestion et le suivi écologique associés restent à faire, ainsi que, selon les cas, la mise en œuvre et le suivi des travaux.

Localisation sur le plan en annexe 1, synodique de l'opération ci-dessous :



La section Prissé Charnay-les-Macon (PRC) de la RCEA (RN79) – département de la Saône-et-Loire

La section « Prissé-Charnay-les-Mâcon » consiste à mettre à 2 x 2 voies la RN79, sur le territoire des communes de Prissé, Davayé et Charnay-les-Mâcon, entre les PR 72+300 et 77+986 soit environ 6 km.

Cette opération a pour particularité d'être sous une double maîtrise d'ouvrage :

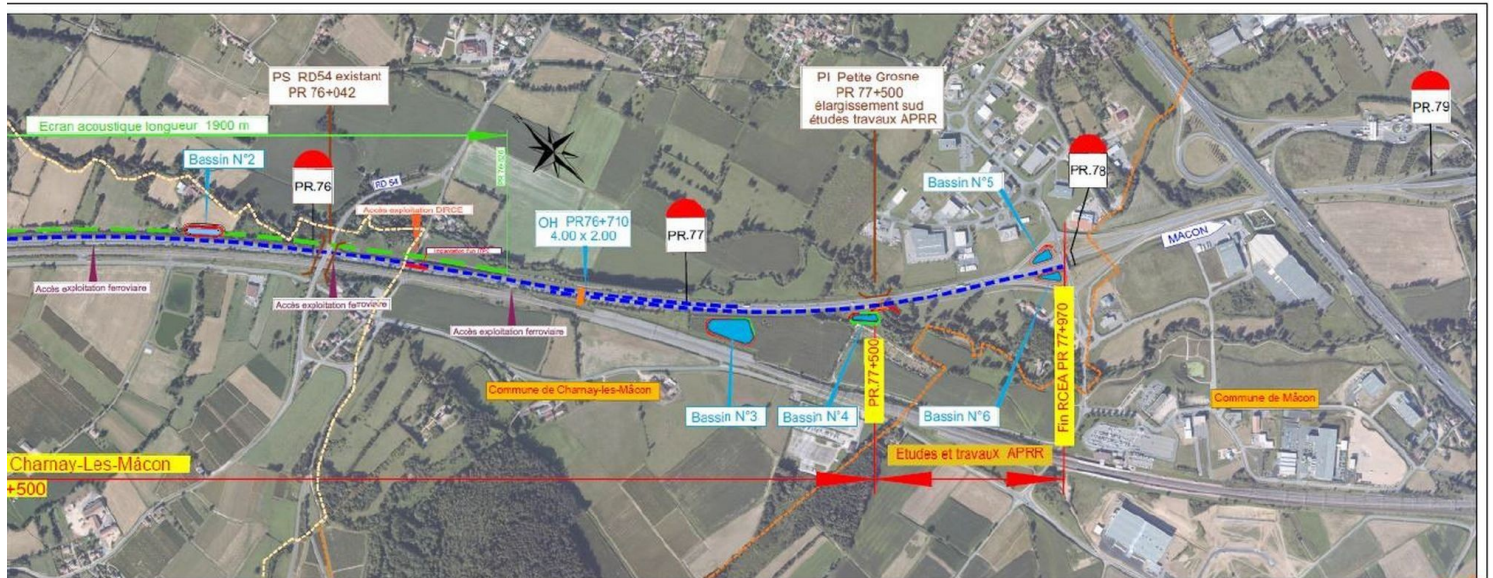
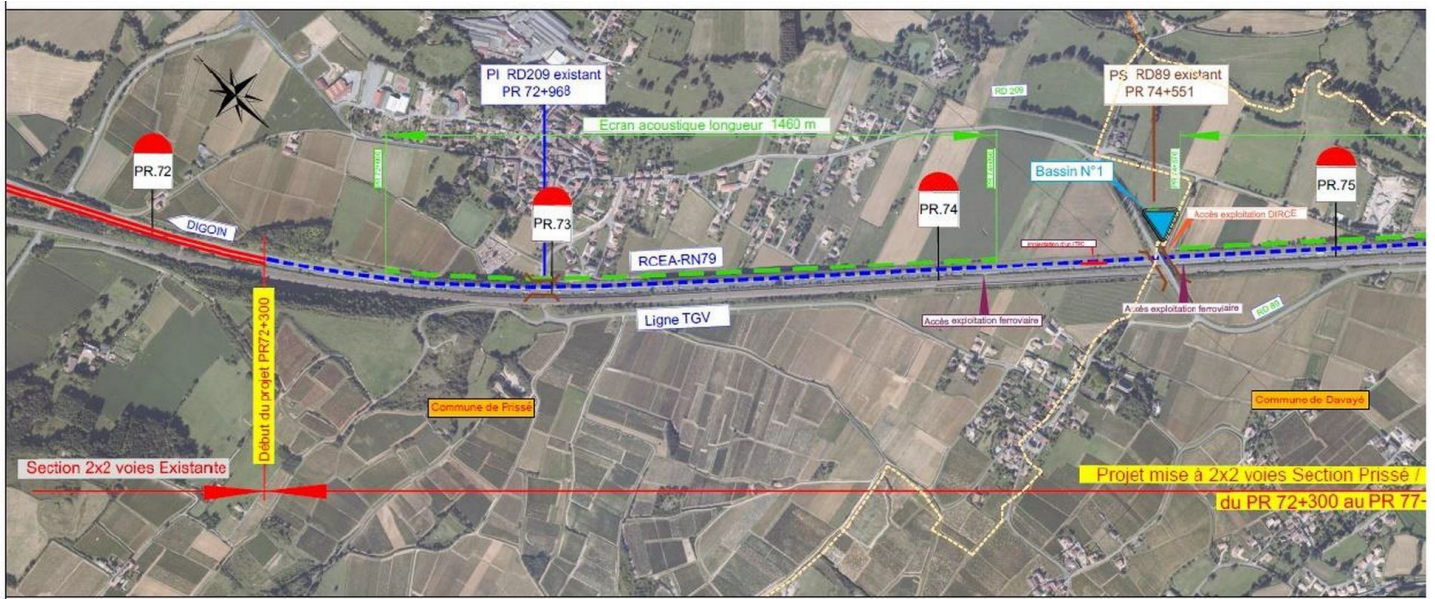
- de la DREAL BFC côté ouest, du PR72+300 au 77+500, entre la RCEA à 2 x 2 voies existante jusqu'au pont sur la Petite Grosne ;
- et d'APRR côté est, du PR77+500 jusqu'au PR 77+986, c'est-à-dire du pont sur la Petite Grosne jusqu'à l'échangeur du Moulin de Balme dans la continuité de l'A406.

Ce dernier tronçon sera par la suite concédé par APRR à l'État.

L'opération, mise en service le 19 décembre 2019, a fait l'objet d'un arrêté loi sur l'eau n°2018-0089-DDT en date du 3 avril 2018 et d'un arrêté CNPN n°71-2018-04-17-003 en date du 17 avril 2018.

À titre indicatif et non exhaustif, 2 sites compensatoires ont été retenus pour répondre aux impacts de cette opération :

- Le site dit « Pelouse de Grand Dougis » appartenant à la commune de Prissé avec laquelle la DREAL BFC a conventionné : les suivis déjà réalisés (et qu'il faudra poursuivre) montrent que l'aménagement du site ainsi que sa gestion seront à revoir.
- Ru au niveau du Bassin de traitement des eaux de la route n°1 (PR74+500) pour conservation de l'Agrion de mercure : l'arrêté CNPN y prévoyait la mise en place d'actions de gestion sur 10 ans qui n'ont pas été mises en œuvre. Il faudra vérifier si cela reste pertinent.

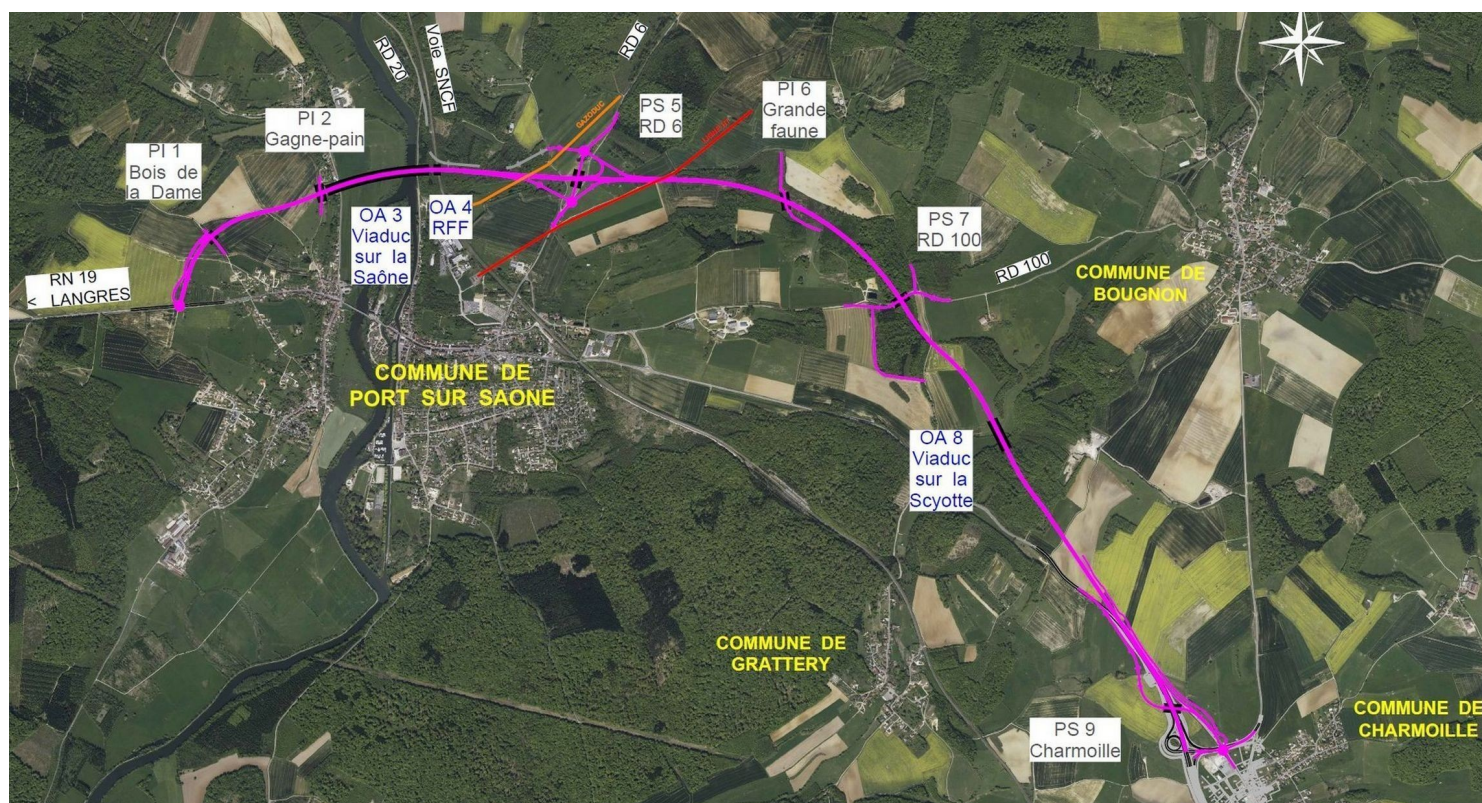
Localisation sur le plan en annexe 1 et ci-dessous :**Déviation de Port-sur-Saône (PSS) – département Haute-Saône (70) :**

L'opération porte sur l'aménagement d'une déviation au nord de Port-sur-Saône sur le territoire des communes de Bougnon, Charmoille, Grattery, Port-sur-Saône et Villers-sur-Port. L'aménagement d'une longueur d'environ 7,9 km consiste en un tracé neuf à 2 x 2 voies entre la RN19 existante à l'ouest de Port-sur-Saône et le diffuseur de la déviation existante de Pusey-Charmoilles. La déviation de Port-sur-Saône a été mise en service le 25 octobre 2021.

L'opération a fait l'objet d'un arrêté loi sur l'eau n°001 du 05 janvier 2016 et d'un arrêté CNPN n°DREALFC-SBEP-2015-06-10_0009 qui ont donné lieu à des mesures compensatoires.

À titre indicatif et non exhaustif, il reste les plans de gestion à rédiger et à mettre le suivi écologique à mettre en place conformément à l'arrêté CNPN.

Localisation sur le plan en annexe 1, synodique de l'opération ci-dessous :

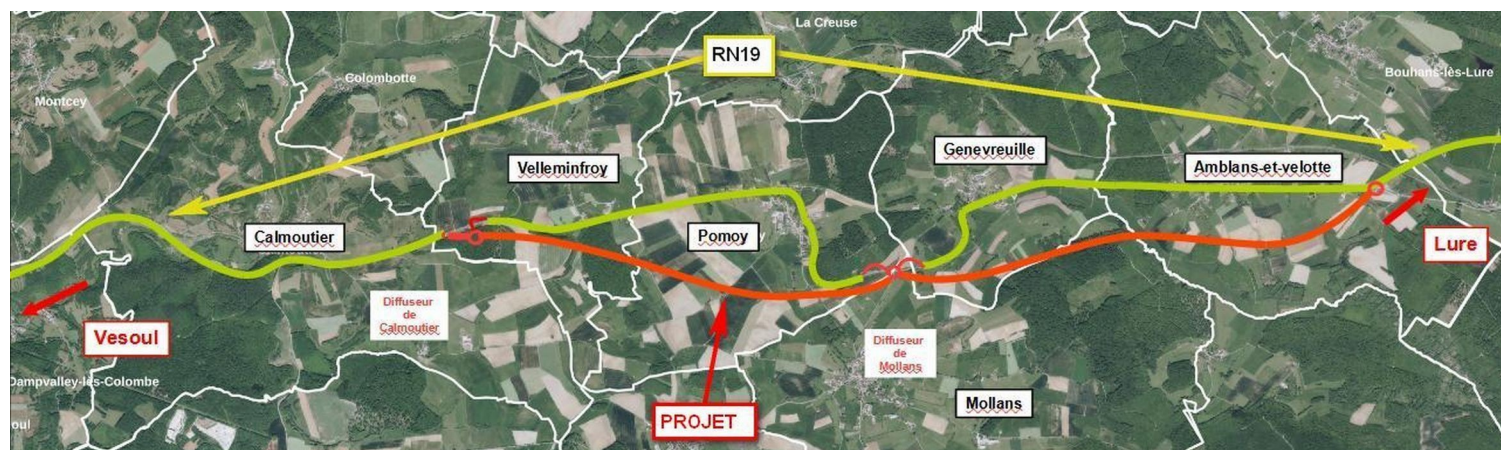


Section Calmoutier Amblans (CAB) – département Haute-Saône (70) :

Sur cette section, les villages de Pomoy, Genevreuille et Amblans sont traversés par la RN19 et donc particulièrement impactés par la circulation. Le projet, encore au stade « études », consisterait à dévier, par le sud, les 3 villages impactés en réalisant un tracé neuf d'une route ordinaire à 2 voies bidirectionnelles entre Calmoutier et Amblans (environ 11 km).

Les inventaires terminés en 2023/2024 font état d'enjeux CNPN plus forts côté Ouest notamment sur les espèces protégées et sur une zone Natura 2000 au droit de Calmoutiers ; ainsi que des enjeux Loi Sur l'Eau (LSE) plus importants côté Est avec des zones humides et des cours d'eau. Pour information, le dossier environnemental sera être élaboré à l'issue de la validation du projet, à titre indicatif, en 2026 et 2027, pas d'intervention du futur titulaire avant cela.

Localisation sur le plan en annexe 1, synodique de l'opération ci-dessous :



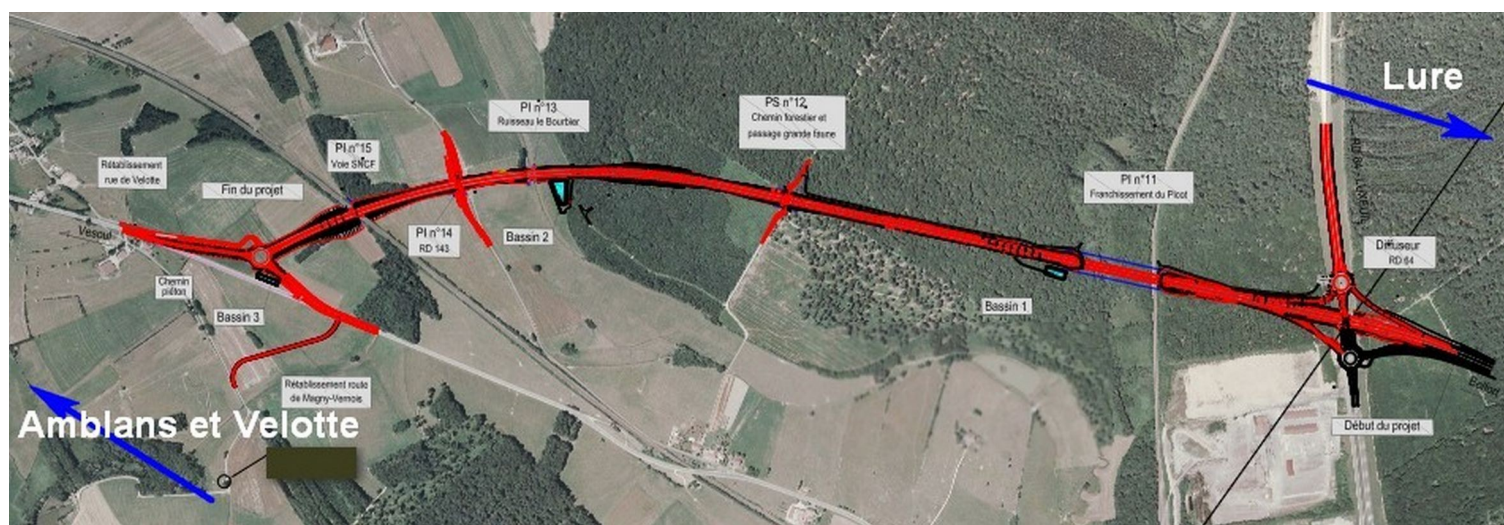
Aménagement entre Amblans et Lure (AL) – département de la Haute-Saône

(70) :

L'opération consiste en l'aménagement à 2 x 2 voies, tracé neuf, de la RN19 entre Amblans et Lure, de la sortie Est de la commune d'Amblans-et-Velotte au lieu-dit "Les Creux des Laies" jusqu'au raccordement Ouest de la déviation de Lure au niveau de la RD 64. L'aménagement d'une longueur de 3 km environ a été mis en service le 11 juillet 2017.

L'opération a fait l'objet d'un arrêté loi sur l'eau n°DDT 351 en date du 12 juillet 2013 et d'un arrêté CNPN en date du 6 décembre 2012 qui ont donné lieu à des mesures compensatoires. À titre indicatif et non exhaustif, les mesures compensatoires ont été mises en place, le plan de gestion sur l'emprise routière reste à faire et seule une partie du suivi écologique reste à mettre en place.

Localisation sur le plan en annexe 1, synodique de l'opération ci-dessous :



Aménagement de la RN57 entre l'A36 et Devecey (A36-DVC) – département du

Doubs (25) :

L'aménagement se situe au nord de Besançon, il consiste à aménager en tracé neuf à 2 x 2 voies de la section de la RN57 entre l'autoroute A36 et la déviation de Devecey-Voray déjà en service. L'aménagement d'une longueur totale d'environ 5 km s'est déroulé en 3 phases avec des mises en service par tronçons.

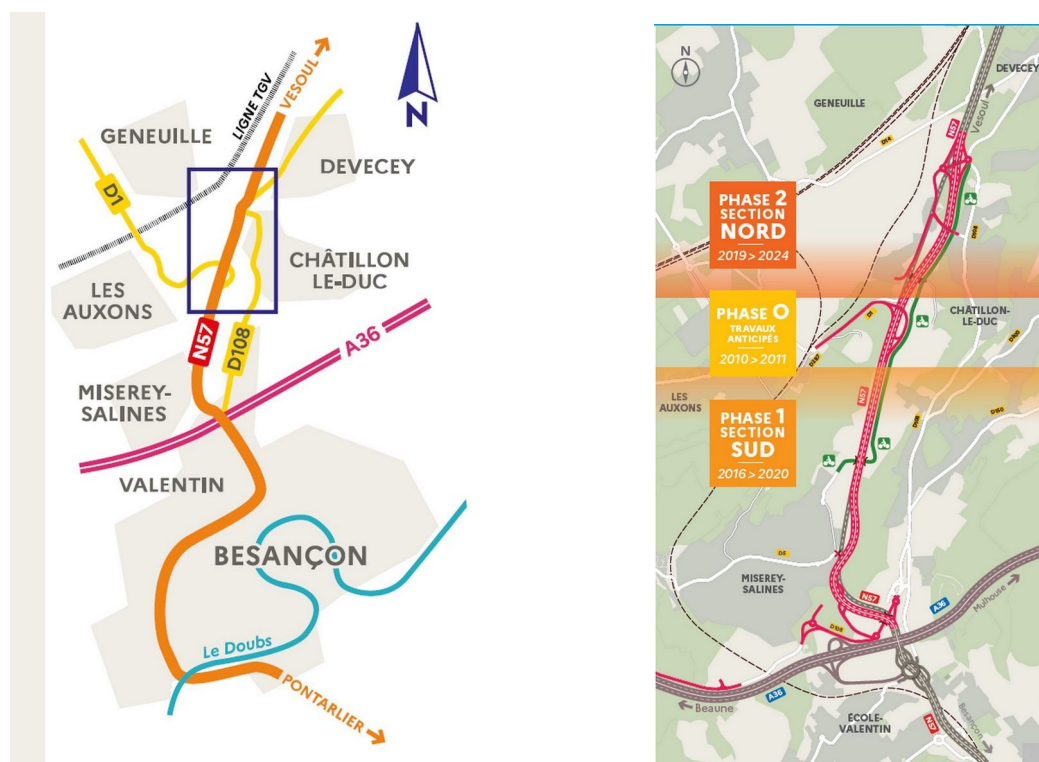
Une première phase, de l'échangeur RN57 / RD 1 (accès la gare TGV), mise en service le 11 juin 2013.

Une deuxième phase, section entre l'échangeur n°52 (ZAC Valentin) et l'échangeur n°51 (RD accès gare TGV), mise en service le 9 novembre 2020. Une troisième phase, section entre l'échangeur n°51 (RD1) et l'échangeur n°50 (Devecey), mise en service le 24 janvier 2025.

L'opération a fait l'objet d'un arrêté loi sur l'eau DDT n° 2010-072-05016 en date du 7 décembre 2010, d'un arrêté CNPN en date du 28 mars 2013 portant sur la première phase (échangeur RN57/RD1). Ensuite, un second arrêté CNPN en date du 30 août 2013 portant sur les phases 2 et 3 a été pris puis abrogé et remplacé par l'arrêté CNPN du 18 mars 2018 portant également sur les phases 2 et 3 et rappelant les mesures de la phase 1 (échangeur RN57/RD1).

Ces différents arrêtés ont donné lieu à des mesures compensatoires. À titre indicatif et non exhaustif, seule une mesure compensatoire reste à mettre en place, elle porte sur la création de haies pour les chiroptères avec son plan de gestion et son suivi écologique, potentiellement une recherche site peut être nécessaire. Pour l'ensemble des autres mesures, le suivi écologique est déjà mis en place.

Localisation sur le plan en annexe 1, synodique de l'opération ci-dessous :



Contournement de Besançon – RN57 – section comprise entre les Boulevards et Beure (BB) – département du Doubs (25) :

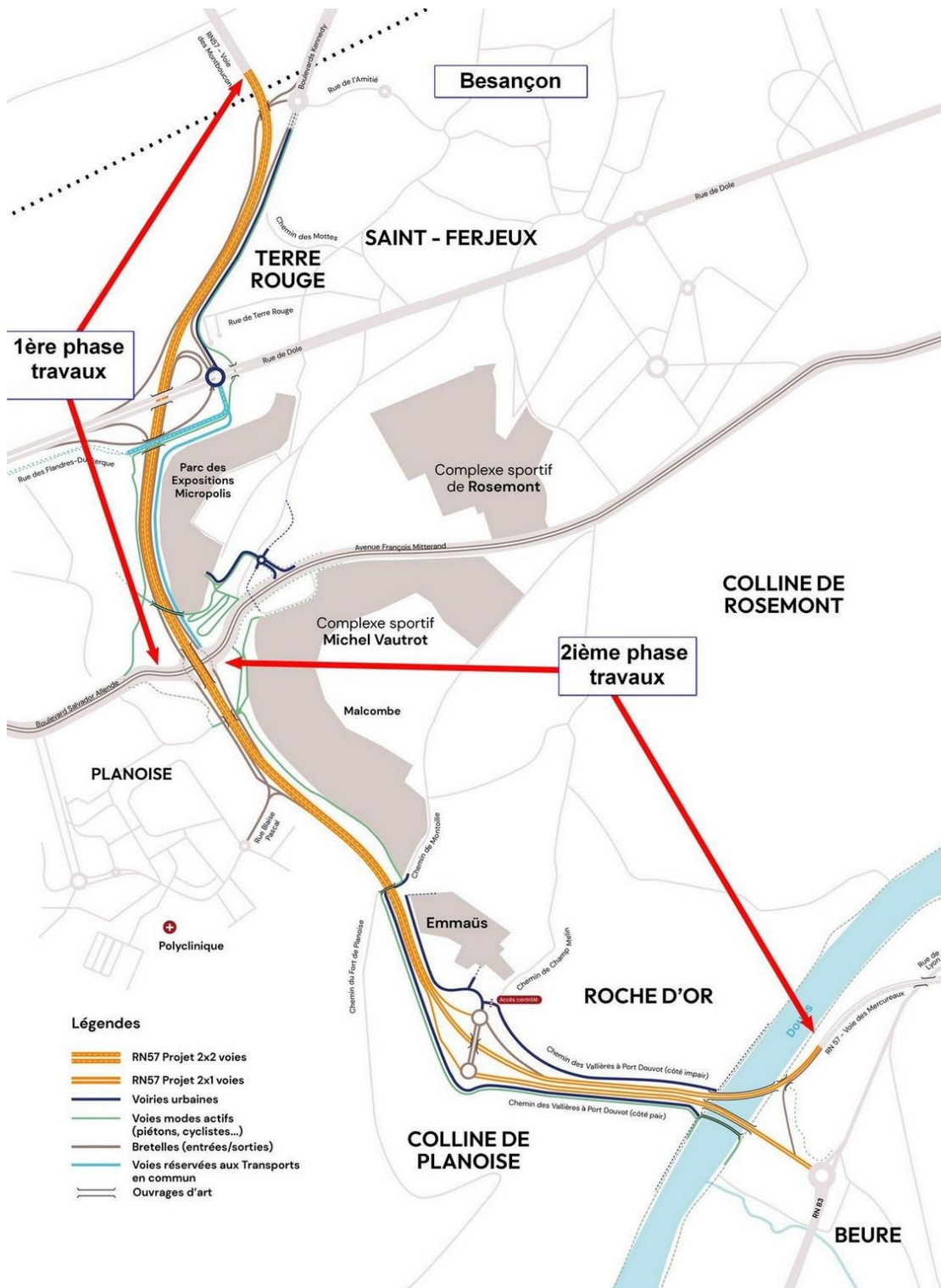
D'une longueur de 3,7 km, le tronçon, objet du projet, se situe entre les « Boulevards » (boulevard Président John-Fitzgerald Kennedy et voie des Montboucons) et les giratoires de Beure (situés au Sud du franchissement du Doubs, à la croisée avec la voie des Mercureaux, la RN83 et la RD683).

Il est destiné à réaliser la jonction entre les deux tronçons déjà mis en service (la voie des Montboucons mise en service au Nord-Ouest en septembre 2003 et la voie des Mercureaux au Sud-Est mise en service en juillet 2011). Il constitue un élément indispensable à la cohérence globale du projet de contournement, qui ne prend son sens et son intérêt que s'il est réalisé dans sa totalité.

L'opération a fait l'objet d'un arrêté d'autorisation environnemental unique (LSE + CNPN) n°25-2025-04-14-00004 en date du 14 avril 2025 qui a donné lieu à des mesures compensatoires qui sont à mettre en place.

Un marché de maîtrise d'œuvre couvre actuellement les prestations relatives aux mesures compensatoires, le prestataire du présent marché pourra être amené à intervenir sur des questions ou des sujets non prévus dans ledit marché voire la rédaction d'un plan de gestion. À titre indicatif, des travaux préparatoires à la première phase doivent démarrer au premier trimestre 2026.

Localisation sur le plan en annexe 1, synodique de l'opération ci-dessous :



I. Prix généraux

101 – Réunion (prix 101a et 101b)

Le maître d'ouvrage pourra demander au titulaire, dans le cadre de l'accomplissement de sa mission de participer à des réunions de type :

- x réunion de préparation, de mise au point, de présentation de documents..., et plus généralement d'appui au maître d'ouvrage sur les questions environnementales. Ces réunions sont à l'initiative du maître d'ouvrage.
- x réunion de travail :
 - pour la présentation, à chaque fois que nécessaire, des prestations à effectuer et du résultat des prestations, y compris dans le cadre d'un comité de suivi mis en place par le maître d'ouvrage avec les services instructeurs et l'OFB ;
 - pour l'assistance du maître d'ouvrage et de son maître d'œuvre ;
 - pour toutes prestations jugées utiles par le maître d'ouvrage.
- x sur demande du maître d'ouvrage, les réunions feront l'objet d'un compte rendu à la charge du titulaire, compris dans la prestation.

Les réunions pourront avoir lieu en visio-conférence (rémunérées en application du **prix 101a**) ou en présentiel (rémunérées en application du **prix 101b**) sur site, dans les locaux de la DREAL à Dijon ou Besançon, ou sur tout autre lieu en région Bourgogne-Franche-Comté.

Les dates des réunions seront arrêtées par le maître d'ouvrage, en fonction de l'avancement des prestations, qui en informera le titulaire au plus tard 48 h avant, par courrier électronique avec confirmation de la présence de celui-ci, en retour, au moins 24 h avant chaque réunion.

La représentation du titulaire à toutes ces réunions est assurée a minima par le chef de projet. En tant que de besoin, à sa demande, le maître d'ouvrage pourra solliciter la participation de l'écologue et l'hydrologue, qui est comprise dans la prestation.

Le titulaire garde la possibilité de provoquer d'autres réunions pour l'accomplissement de sa mission. Ces réunions sont réputées incluses dans les prix du marché et ne donneront pas lieu à une rémunération particulière.

Ces prix ne concernent ni les réunions liées aux prestations prévues dans les autres prix du Bordereau des Prix, ni celles lancées sur l'initiative du titulaire pour l'accomplissement de sa mission, ni les visites sur site qui sont réputées incluses dans les prix du marché.

Cette prestation sera rémunérée par l'application de la série de prix 101a et 101b dans le bordereau des prix.

102 – Appropriation des données

Pour chaque opération routière, le titulaire se verra remettre par le maître d'ouvrage toutes les pièces nécessaires à la compréhension du dossier, dont il dispose.

Le titulaire devra s'approprier l'ensemble de ces pièces, liste non exhaustive selon le stade d'avancement de l'opération routière : dossier projet routier (si nécessaire), études d'impact, dossier Loi sur l'Eau, dossier d'autorisation environnementale, dossier des engagements de l'État (le cas échéant), arrêtés environnementaux, les éventuels dossiers de porter à connaissance selon la définition du Code de l'environnement articles R181-46/R214-18, R214-40 et R411-10-2, mais aussi tout autre document technique produit en complément (notes, rapports...), et tout élément sur les sites de compensation déjà identifiés et sur les mesures mises en œuvre.

Cette mission consiste à :

- x prendre connaissance et s'approprier l'historique de l'opération et l'ensemble des études effectuées ;

- x rédiger une note d'appropriation dans laquelle il est attendu une analyse et une précision quant aux principaux points de vigilance et enjeux, notamment vis-à-vis des mesures compensatoires ;
- x mettre en évidence les points qu'il paraît nécessaire de retravailler, et ceux qu'il est nécessaire d'approfondir.

Cette phase est jugée essentielle par le maître d'ouvrage. **La note sera produite sous un délai de 1 mois maximum.**

Ce prix ne sera rémunéré qu'une seule fois sur la durée du présent accord cadre (période de reconduction incluse), quel que soit le nombre de commande ultérieure ayant rapport à l'opération routière concernée. Par opération, il est entendu tronçon de RN faisant l'objet du projet, ce qui correspond soit au lot 1, soit au lot 2.

Cette prestation sera rémunérée par l'application du prix 102 dans le bordereau des prix.

II. Missions de conseil et d'études

201. Cartographie et note des enjeux environnementaux

La cartographie doit être un outil qui apportera une lecture immédiate de la spatialisation des problématiques environnementales du territoire mises en exergue à partir des données existantes.

Le titulaire réalisera une cartographie des enjeux environnementaux d'une zone, dont l'échelle sera déterminée par le maître d'ouvrage, sur la base des données recueillies et des éventuels éléments que le maître d'ouvrage aura remis. Le titulaire sera particulièrement vigilant quant aux échelles de travail, et ne « superposera » que des données d'échelles et de niveaux de précision comparable.

Il est attendu du titulaire une note d'analyse et de synthèse de ces données ainsi que l'élaboration d'une cartographie faisant apparaître l'ensemble des enjeux, le suivi et la prise en compte de ces derniers tout au long du déroulement de l'opération. (Format PDF et DWG minimum).

Les rendus seront produits sous un délai compris entre deux (2) semaines et un (1) mois maximum.

Le délai accordé à la prestation sera précisé dans le bon de commande.

Cette prestation sera rémunérée au prix 201 dans le bordereau des prix.

202. Rédaction d'un dossier de porter à connaissance

Si les faits (par exemple : modification des travaux, découverte d'une nouvelle espèce, etc.) conduisent à des évolutions qui ne sont plus compatibles avec les autorisations environnementales obtenues, des « porter à connaissance » à destination des services instructeurs au titre de la réglementation loi sur l'eau et dérogation espèces protégées seront à établir par le titulaire en vue d'établir les modifications apportées au projet par rapport au dossier instruit.

Ces « porter à connaissance » s'articuleront de la manière suivante :

PAC Dossier Loi sur l'eau

- Identification du pétitionnaire,
 - x Contexte d'aménagement et cadre juridique,
 - x Contexte d'aménagement :
 - ◆ Localisation du projet,
 - ◆ Description générale,
 - ◆ État d'avancement,
 - x Contexte juridique,
- Raisons ayant induit des modifications,
- Présentation des emprises concernées avant et après modifications,

- Principales évolutions des enjeux environnementaux,
- Principaux impacts et mesures,
- Compatibilité avec les outils de gestion des eaux,
- Evolution des mesures d'entretien, de surveillance et d'intervention ainsi que de suivis en lien avec le milieu naturel,
- Bilan du Porter à Connaissance :
 - x Conclusion concernant les rubriques concernées par la nomenclature « loi sur l'eau »,
 - x Conclusion sur la nature substantielle ou non des modifications apportées.

PAC Dossier CNPN

- Identification du pétitionnaire,
 - x Contexte d'aménagement et cadre juridique,
 - x Contexte d'aménagement :
 - ◆ Localisation du projet,
 - ◆ Description générale,
 - ◆ État d'avancement,
 - x Contexte juridique,
- Raisons ayant induit des modifications,
- Présentation des emprises concernées avant et après modifications :
 - x Situation présentée initialement,
 - x Situation après modifications,
- Principales évolutions des enjeux environnementaux,
- Principaux impacts et mesures,
- Evolution des mesures d'entretien, de surveillance et d'intervention ainsi que de suivis en lien avec le milieu naturel,
- Bilan du Porter à Connaissance :
 - x Conclusion concernant les impacts sur espèces protégées,
 - x Conclusion sur la nature substantielle ou non des modifications apportées.

Selon l'ampleur et la nature de la modification du dossier, les rendus seront produits sous un délai compris entre deux (2) semaines et six (6) mois maximum. Le délai accordé à la prestation sera précisé dans le bon de commande.

Cette prestation s'applique pour la rédaction d'un dossier PAC, elle comprend les reprises éventuelles suite à l'avis des services instructeurs, et sera rémunérée au prix 202 dans le bordereau des prix.

203. Avis sur aménagement intérieur d'ouvrage hydraulique (OH)

L'approche du franchissement des cours d'eau n'est plus purement hydraulique, il importe désormais de rétablir la continuité écologique au sein de ces infrastructures, via la mise en place d'ouvrages adaptés aux enjeux environnementaux comme aux risques hydrauliques.

Lors des études des projets routiers, des ouvrages existants peuvent être conservés. Certains d'entre eux ne permettent pas le passage de la faune (poissons, amphibiens, loutres, mustélidés, etc.). Leur franchissement et aménagement étaient réalisés de manière à assurer la pérennité des projets sans se soucier véritablement des autres enjeux associés aux milieux aquatiques, en particulier des fonctions biologiques qu'ils assurent : corridor de déplacement de la faune, zones préférentielles de reproduction, d'alimentation, d'abris ou de repos pour de nombreuses espèces animales terrestres, milieux de vie des espèces aquatiques. À l'occasion des travaux d'aménagement sur les infrastructures, il s'agit de profiter des études pour y intégrer des mesures améliorant la transparence. Des propositions d'aménagement en vue de restaurer les passages altérés par la

présence de l'infrastructure ou des améliorations pour l'utilisation de ces ouvrages par la faune seront faites.

Lors des études, les ouvrages neufs sont conçus pour assurer le rétablissement des connexions entre les habitats séparés par les infrastructures, néanmoins l'efficacité d'un passage à faune dépend de sa position dans le paysage, de sa taille et des caractéristiques des espèces visés.

Le titulaire est amené à produire un avis écrit argumenté et critique sur les aménagements proposés, dans lequel il s'assurera de la bonne prise en compte de la trame verte et bleue. Le titulaire devra notamment examiner l'aménagement intérieur de l'ouvrage hydraulique concerné avec la prise en compte de la faune (poissons, amphibiens, loutres, mustélidés etc ...), et du transit sédimentaire et hydromorphologique au sens large (risques érosifs) amont et aval, ceci quelle que soit la dimension de l'ouvrage. Son avis pourra conduire le titulaire formulera des propositions d'amélioration de l'aménagement que ce soit en amont et/ou en aval, sans oublier les raccordements du cours d'eau à l'ouvrage.

Cet avis prendra la forme d'une synthèse technique et conclusive, intégrant prescriptions et schémas.

Le titulaire aura l'obligation de revoir sa proposition jusqu'à obtention de l'avis favorable des services environnementaux.

Les rendus seront produits sous un délai compris entre deux (2) semaines et un (1) mois maximum. Le délai accordé à la prestation sera précisé dans le bon de commande.

Cette prestation sera rémunérée au prix 203 dans le bordereau des prix.

204. Mise en œuvre de la méthodologie nationale d'évaluation des zones humides

Le titulaire réalisera une évaluation fonctionnelle précise des zones humides impactées par les travaux, ainsi que des sites prévus pour l'accueil des mesures compensatoires, conforme à la méthode nationale d'évaluation des fonctions des zones humides (version 2). Cette évaluation vise à garantir la séquence Éviter, Réduire, Compenser (ERC) par une compensation fonctionnelle équivalente.

Description synthétique de la méthode :

(la méthode détaillée à mettre en œuvre étant définie dans le guide : <https://www.zones-humides.org/methode-nationale-d-evaluation-des-fonctions-des-zones-humides>)

Pour les sites impactés comme pour les sites potentiels de compensation, l'évaluation des fonctions est réalisée en tenant compte :

- x des propriétés intrinsèques du site : étude des propriétés naturelles (sol, végétation, hydrologie, qualité des eaux) de la zone humide directement concernée par le projet ;
- x de son environnement : prise en compte des zones contributives (apports en eau, sédiments, nutriments), zones tampons protectrices, paysage environnant (forêts, prairies, zones urbanisées) et des cours d'eau associés.

L'évaluation se structure autour de trois étapes :

- x diagnostic de contexte (collecte d'informations sur le site impacté et son environnement) ;
- x interface de dimensionnement (calcul du ratio fonctionnel évaluant la perte sur le site impacté par rapport au gain attendu sur le site compensatoire) ;
- x diagnostic fonctionnel (analyse d'indicateurs liés aux sols, à la végétation, à l'hydrologie afin de mesurer la compensation fonctionnelle effective).

Outils associés :

Le titulaire devra utiliser les outils recommandés par la méthode, notamment l'extension QGIS dédiée et le tableau fonctionnel Excel ou Libre Office, afin d'automatiser, standardiser et documenter l'évaluation fonctionnelle conformément aux prescriptions réglementaires.

Livrables :

- x un rapport présentant les diagnostics, analyses, calculs de ratio fonctionnel et conclusions sur l'équivalence fonctionnelle entre sites impactés et compensatoires ;
- x la cartographie précise des zones étudiées au format SIG compatible avec le logiciel QGIS ;
- x le tableau fonctionnel rempli et documenté.

Modalités de validation :

Le rapport fera l'objet d'une validation avec le maître d'ouvrage avant finalisation, afin de valider les résultats provisoires et les conclusions.

Selon l'ampleur et la nature du dossier, les rendus seront produits sous un délai compris entre deux (2) mois et six (6) mois maximum. Le délai accordé à la prestation sera précisé dans le bon de commande.

Cette prestation sera rémunérée au prix 204 dans le bordereau des prix.

205. Diagnostic hydromorphologique de cours d'eau

Le titulaire réalisera une étude détaillée et précise d'hydromorphologie des cours d'eau et de leur bassin versant, visant à caractériser leur état physique, hydrologique et écologique. Cette analyse alimentera les connaissances préalables indispensables à la définition des mesures de gestion, de restauration ou d'adaptation des ouvrages dans le cadre du projet.

Description des travaux :

L'étude comprendra les éléments suivants :

- x Description détaillée du tronçon étudié : typologie du cours d'eau (ruisseau de tête de bassin, rivière, torrent), pente, nature géologique et sédimentaire, encaissement, largeur du lit mineur et majeur.
- x État du lit mineur : mesures de la largeur, profondeur, analyse granulométrique des sédiments (galets, sable, blocs), présence de substrats divers, prise en compte de la sinuosité et du tracé, observations sur l'encaissement du lit.
- x État des berges : nature des berges (talus, rochers, végétation), largeur et continuité de la ripisylve, stabilité des berges, érodabilité.
- x État des habitats aquatiques et connexes : présence d'annexes fluviales (bras morts, zones humides, champs d'expansion de crue), leur connectivité et état écologique.
- x Causes et nature des perturbations : présence d'obstacles (barrages, seuils, ouvrages transversaux), impacts sur la continuité écologique (migration piscicole, transit sédimentaire, circulation hydraulique).
- x Prise en compte des usages humains : aménagements (recalibrage, rectification), gestion hydraulique, pollution, urbanisation, activités agricoles et industrielles.

L'étude présentera également une évaluation du contexte socio-politique et foncier : il s'agit d'identifier si le cours d'eau fait l'objet d'une ambition de restauration par des acteurs locaux : syndicats de rivières, fédérations de pêche, etc. Et souvent, il s'agit également d'effectuer une pré-évaluation des disponibilités foncières : difficulté à envisager, opportunités, etc.

L'étude formulera des propositions de restauration, si besoin sous la forme de plusieurs scénarios d'ambition contrastées : restauration de la dynamique sédimentaire, amélioration de la connectivité écologique, renforcement des berges, restauration des habitats.

L'étude comprendra une restitution cartographique détaillée permettant de localiser l'ensemble des caractéristiques du cours d'eau : ouvrages (buses, dalots, drains, enrochements, seuils, passes à poissons, etc), rejets, leur localisation précise et caractéristiques.

Le titulaire rassemblera pour cela une base documentaire comprenant toutes les données bibliographiques, réglementaires et techniques disponibles auprès des services experts : DREAL, DDT, OFB, conseils généraux, associations naturalistes, fédérations de pêche, conservatoires et gestionnaires locaux.

Il s'appuiera également sur un travail de terrain et a minima un parcours complet du tronçon concerné.

Produits attendus

- x Un rapport final détaillant l'état hydromorphologique, les diagnostics, les impacts potentiels des ouvrages et aménagements, ainsi que les recommandations pour la gestion et le choix des solutions techniques en phase de chantier.
- x Une synthèse simplifiée destinée au maître d'ouvrage comprenant une synthèse du diagnostic et les propositions de restauration.
- x Un inventaire exhaustif des sources et documents consultés, annexé au rapport.

Selon l'ampleur et la nature du dossier, les rendus seront produits sous un délai compris entre deux (2) mois et quatre (4) mois maximum. Le délai accordé à la prestation sera précisé dans le bon de commande.

Cette prestation sera rémunérée au prix 205 dans le bordereau des prix.

206. Mission générale de conseil et d'études

Le maître d'ouvrage peut être confronté à tout type de questionnement ou d'imprévu d'ordre environnemental, et avoir besoin d'une assistance ou d'un conseil éclairé. Dans ce contexte, le maître d'ouvrage pourra solliciter le titulaire pour qu'il apporte une expertise et un conseil auprès de ce dernier.

Il est attendu dans ce cas que le titulaire produira une analyse, proportionnée à l'enjeu, de la situation, en s'appuyant sur toute la connaissance à sa disposition (bibliographie, données environnementales, retour d'expérience, etc), et propose une ou plusieurs solutions argumentées. Le titulaire aura donc un rôle de conseiller voire d'assistance auprès du maître d'ouvrage notamment en cas de discussion avec les services instructeurs, ou tout autre service (syndicats, établissements publics, associations...).

Le titulaire devra remettre son analyse au MOA, sous forme d'une note de synthèse technique et conclusive.

Cette prestation se fera sur simple question écrite du maître d'ouvrage (courrier ou message électronique), avec éventuellement remise de documents. La prestation sera réalisée sous un délai de quelques jours à plusieurs mois, en rapport avec l'objet de la demande et précisé à chaque sollicitation dans le bon de commande.

Cette prestation sera rémunérée au prix 206 dans le bordereau des prix.

III. Missions de génie écologique pendant les travaux routiers

301. Présence sur le chantier

Le maître d'ouvrage ou son représentant (le mandataire) pourra solliciter la présence de l'écologue (titulaire) à toute réunion ou visite de chantier, programmée ou inopinée, notamment en présence des services environnementaux.

Ces réunions peuvent intervenir à n'importe quelle phase des travaux sur le périmètre d'intervention défini par la DREAL Bourgogne-Franche-Comté.

Le mandataire informera le titulaire de la tenue de chaque réunion au minimum 72 heures à l'avance. Le titulaire confirmera sa présence au plus tard 24 heures avant la date fixée, par courrier électronique.

Lors de ces réunions, le titulaire intervient auprès du maître d'œuvre et du maître d'ouvrage pour veiller à la bonne prise en compte des enjeux environnementaux sur le chantier.

À l'issue de chaque réunion ou visite, le titulaire rédigea et transmettra au maître d'ouvrage un compte rendu synthétique précisant les observations et recommandations formulées, accompagnées, le cas échéant, de photographies et d'un suivi des actions correctives.

Cette prestation sera rémunérée au prix 301 dans le bordereau des prix.

302. Caractérisation de zone et d'habitat humide

Le titulaire aura pour mission de déterminer sur des parcelles désignées par le maître d'ouvrage, le caractère humide de celles-ci sur le plan pédologique et phytosociologiques.

La caractérisation et la délimitation des zones humides s'effectuera selon une méthodologie en plusieurs phases :

- x exploitation et analyse des données cartographiques et réglementaires existantes (inventaires, ZNIEFF, Corine Biotope, Natura 2000, cartes pédologiques, etc.) ;
- x analyse SIG (Scan 25, orthophotos, BD Topo MNT) pour identifier une enveloppe des zones humides potentielles ;
- x validation terrain pour vérifier l'hydromorphie des sols, conformément aux arrêtés ministériels du 24 juin 2008 et du 1er octobre 2009, ainsi qu'à la circulaire DGPAAT/C2010-3008 du 18 janvier 2010 ;
- x évaluation hydrologique et écologique : fonctionnement hydraulique, continuité écologique, rôle fonctionnel (habitat, zone d'alimentation, etc.) ;
- x cartographie précise au 1/10 000 avec typologie des habitats conformément aux référentiels Corine Biotope et Natura 2000 ;
- x rédaction d'un rapport complet avec synthèse, cartographies, méthodes, résultats et recommandations ;
- x une réunion de présentation pourra être organisée si le maître d'ouvrage le demande.

Méthodologie pédologique :

Des sondages pédologiques seront réalisés sur les zones susceptibles d'être humides, pour analyser les horizons du sol et vérifier la présence de traits rédoxiques caractérisant l'hydromorphie par la gestion de l'eau dans les sols, y compris dans les zones anthropisées.

Modalités de validation :

Un point d'arrêt est prévu à la remise d'une première note de synthèse, assortie d'une cartographie provisoire, soumise à validation du maître d'ouvrage avant la formalisation du rapport définitif.

Cette prestation ayant lieu dans le cadre des travaux routiers, la prestation devra être réalisée dans un délai contraint entre une (1) semaine et un (1) mois maximum. Le délai accordé à la prestation sera précisé dans le bon de commande.

Cette prestation sera rémunérée au prix 302 dans le bordereau des prix à la remise du rapport et après validation du maître d'ouvrage.

303. Inventaire complémentaire faune/flore et habitats

Les inventaires se situeront dans l'emprise ou à proximité immédiate du projet et viendront en complément des inventaires réalisés lors des études du projet routier.

Le titulaire pourra réaliser des inventaires selon deux niveaux de pression différents :

- x Inventaire complémentaire **sommaire (prix 303a) en ou hors période favorable** et sur quelque(s) taxon(s) et habitat(s) cible(s) comprenant au moins :
 - 1 passage flore ;
 - 1 passage faune.
- x Inventaire complémentaire **simplifié (prix 303b) entre mars et septembre** comprenant au moins :

- 1 passage flore ;
- 1 passage faune.

Ces inventaires devront être à minima conformes au « *Protocole d'inventaires – Prise en compte des habitats et des espèces dans les projets et activités – février 2024 – DREAL Bourgogne - Franche-Comté* » dans un sous dossier « protocole inventaire » en **annexe 3**.

Pour chaque inventaire, quel que soit son niveau de pression, le titulaire produira un rapport contenant les informations suivantes :

- rappel du contexte ;
- caractéristiques et localisation du site ;
- historique du site ;
- gestion actuelle du site ;
- problématiques identifiées sur le site ;
- description des milieux physiques (géologie, géologie, hydrologie) ;
- état initial des milieux naturels observé lors de l'inventaire ;
- description des fonctionnalités constatées lors de l'inventaire ;
- description de la méthodologie employée pour détermination de l'éligibilité du site ;
- analyse de l'éligibilité du site vis-à-vis de la mise en œuvre des mesures compensatoires qui y sont envisagées par le MOA ;
- la réalisation de cartes et la fourniture des fichiers SIG correspondants.

Le titulaire devra une réunion de présentation, si le maître d'ouvrage le demande.

Toutes les données naturalistes produites devront être déposées par le titulaire sur le site internet DEPOBIO suivant : <https://depot-legal-biodiversite.naturefrance.fr> ; le titulaire remettra au MOA la preuve du dépôt des données (le justificatif de preuve de dépôt est géré automatiquement par le site dès lors que toutes les données sont déposées).

La prestation portant sur « Inventaire complémentaire sommaire faune/flore et habitats » pour un lieu/zone sera rémunérée au prix 303a dans le bordereau des prix. En fonction des besoins du maître d'ouvrage, le délai de réalisation de la prestation est compris entre une (1) semaine et un (1) mois. Le délai accordé à la prestation sera précisé dans le bon de commande.

La prestation portant sur « Inventaire complémentaire simplifié faune/flore et habitats » pour un lieu/zone sera rémunérée au prix 303b dans le bordereau des prix. Cette prestation ne pourra être réalisée que entre mars et septembre. La date de démarrage est précisée sur le bon de commande et le délai de réalisation de la prestation est compris entre une (1) semaine et six (6) mois. Le délai accordé à la prestation sera précisé dans le bon de commande.

304. Expertise terrain en cas de découverte d'une espèce protégée, non recensée

Lors du déroulement des travaux, si une espèce protégée non recensée dans l'inventaire initial est contactée, le titulaire devra, conformément aux exigences des services instructeurs compétents, réaliser un dossier d'expertise. Ce dossier d'expertise doit permettre aux services instructeurs de statuer sur les suites à donner : modification des arrêtés ou dossier de « porter à connaissance » dans ce dernier cas, il sera rémunéré sur la base du prix 202.

Ce dossier devra évaluer les incidences potentielles de la découverte et présenter des mesures d'évitement et de réduction des impacts afin de limiter autant que possible les conséquences résiduelles. Si des impacts significatifs persistent, des mesures compensatoires adaptées devront être proposées et justifiées.

La prestation comprendra tous les déplacements nécessaires ainsi que les moyens humains et matériels adaptés à l'intervention, ainsi qu'une réunion de présentation à la demande du maître d'ouvrage.

Cette prestation ayant lieu dans le cadre des travaux routiers, la prestation devra être réalisée dans un délai contraint entre une (1) semaine et un (1) mois maximum. Le délai accordé à la prestation sera précisé dans le bon de commande.

Cette prestation sera rémunérée au prix 304 dans le bordereau des prix.

305. Suivi spécifique

Le titulaire assurera un suivi spécifique ciblé d'espèces ou de groupes d'espèces selon les prescriptions définies par le maître d'ouvrage sur les chantiers concernés. Ce suivi pourra porter, par exemple, sur les chiroptères, le cuivré des marais, l'agrion de mercure, ou toute autre espèce identifiée comme prioritaire.

La durée et la fréquence du suivi sera précisée dans le bon de commande. Cette prestation est susceptible d'être commandée sur toute la durée du chantier. La durée moyenne des chantiers est de l'ordre de vingt-quatre (24) mois.

Pour chaque espèce ou groupe suivi, le titulaire proposera un protocole détaillé à destination du maître d'ouvrage. Ce protocole sera soumis pour validation aux services instructeurs compétents. Il sera réputé applicable et repris par le titulaire tant qu'il n'aura pas fait l'objet d'une modification demandée par les autorités compétentes.

Le dispositif comprendra notamment :

- x l'identification et le repérage précis des espèces et de leurs habitats ;
- x la rédaction éventuelle d'un protocole de déplacement individuel adapté ;
- x la rédaction régulière de rapports d'étape, au minimum un rapport annuel ;
- x la remise d'un rapport final complet à la clôture des travaux.

Cette prestation inclut les moyens humains, matériels et les déplacements nécessaires à l'accomplissement rigoureux du suivi.

Cette prestation sera rémunérée au prix 305 dans le bordereau des prix.

306. Suivi piézométrique

Le titulaire devra réaliser le suivi piézométrique des nappes souterraines sur le périmètre de l'opération routière concernée, conformément aux modalités définies par le maître d'ouvrage et les autorités compétentes.

Cette prestation comprend notamment :

- x la vérification et la maintenance des piézomètres existants ou l'installation de nouveaux ouvrages si nécessaire ;
- x le suivi régulier des niveaux piézométriques à l'aide de sondes manuelles ou automatiques, selon la fréquence et la méthode définies dans le bon de commande (fréquence pouvant aller d'un relevé mensuel à des mesures automatiques journalières) ;
- x la collecte, le traitement, l'analyse et la restitution des données de niveaux d'eau souterraine, en intégrant la conversion en cotes piézométriques ;
- x la rédaction des rapports périodiques précisant les fluctuations observées, les cycles recharge/vidange, et les éventuelles interactions avec les travaux en cours ;
- x la proposition des mesures correctives en cas d'identification de risques pour la stabilité des ouvrages ou pour l'environnement hydrogéologique ;
- x la coordination avec les services de l'eau et les autorités environnementales, notamment pour la déclaration et la conformité réglementaire des piézomètres (Normes AFNOR).

Le titulaire assurera la tenue et la mise à jour du registre de suivi piézométrique.

La durée et la fréquence du suivi sera précisée dans le bon de commande. Cette prestation est susceptible d'être commandée sur toute la durée du chantier. La durée moyenne des chantiers est de l'ordre de vingt-quatre (24) mois.

Cette prestation sera rémunérée au prix 306 dans le bordereau des prix.

307. Inspection d'arbres avant abattage

Le titulaire devra réaliser une inspection approfondie des arbres avant toute opération d'abattage, à la demande du maître d'ouvrage.

Cette inspection vise à :

- x vérifier l'état sanitaire des arbres et déterminer la nécessité ou non de leur abattage ;
- x identifier la présence éventuelle de gîtes à chiroptères ou autres espèces protégées nécessitant des mesures particulières avant abattage.

En cas de détection d'un habitat à chiroptères, le titulaire devra :

- x identifier et localiser précisément les arbres à gîtes ;
- x définir les conditions optimales d'abattage (période, précautions techniques et modalités spécifiques) ;
- x mettre en œuvre les actions de précaution définies, visant à protéger les populations présentes ;
- x suivre et contrôler la bonne exécution des opérations d'abattage, de tronçonnage et de dépôt des arbres au sol, en veillant à favoriser la sortie des individus ;
- x vérifier l'absence d'animaux coincés sous les écorces ou dans les cavités une fois les arbres abattus ;
- x rédiger, le cas échéant, un protocole de déplacement des individus ;
- x rédiger un rapport synthétique final des opérations effectuées, incluant les observations et recommandations.

Cette prestation comprend tous les moyens humains, matériels et déplacements nécessaires.

Selon l'ampleur et la nature du dossier, les prestations seront réalisées sous un délai compris entre deux (2) jours et un (1) mois maximum. Le délai accordé à la prestation sera précisé dans le bon de commande.

Cette prestation sera rémunérée au prix 307 dans le bordereau des prix.

308. Déplacement d'espèce végétale protégée

Le titulaire devra effectuer le déplacement d'espèces végétales protégées selon les prescriptions du maître d'ouvrage, en utilisant tous les moyens adaptés à la nature végétale et à la configuration du site.

Cette prestation comprend une analyse approfondie du site d'accueil, portant notamment sur :

- x la pertinence écologique du site, en s'appuyant sur les caractéristiques botaniques, pédologiques et hydrologiques ;
- x la gestion adaptée du site pour assurer la survie et le développement des populations transplantées ;
- x le contexte environnemental local, incluant la proximité d'autres habitats naturels, la connectivité écologique et les usages (agriculture, urbanisation, fréquentation humaine).

L'analyse devra permettre d'évaluer les risques potentiels et d'orienter les modalités de gestion et d'entretien post-transplantation.

Le titulaire rédigera un protocole avant intervention, les reprises éventuelles suite à l'avis des services environnementaux, et il remettra un rapport après déplacement.

Selon l'ampleur et la nature du dossier, les prestations seront réalisées sous un délai compris entre cinq (5) jours et un (1) mois maximum. Le délai accordé à la prestation sera précisé dans le bon de commande.

Cette prestation sera rémunérée au prix 308 dans le bordereau des prix.

309. Capture et déplacement d'amphibiens

La capture et le déplacement des amphibiens nécessitent une expertise spécifique qui sera exercée dans le cadre de ce marché, contrairement à la pêche de sauvegarde, généralement confiée aux fédérations de pêche.

Le titulaire devra respecter strictement le protocole d'hygiène et de lutte contre les maladies des amphibiens, notamment le protocole de l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse ou équivalent reconnu, visant à prévenir la dissémination de maladies telles que la chytridiomycose.

Les opérations de capture devront être réalisées par tous les moyens adaptés au milieu et aux espèces, en ciblant principalement les zones favorables telles que les mares, les surfaces humides, et éventuellement les cours d'eau.

Les amphibiens capturés (adultes, pontes, larves, juvéniles) seront déplacés vers des sites d'accueil préalablement identifiés et validés, en dehors de l'entreprise des travaux, garantissant des conditions de reproduction et de survie favorables.

Si besoin, la mission comprendra également la gestion administrative complète comprenant la demande de dérogation préalable auprès des autorités compétentes.

Un compte rendu précis de chaque opération sera établi et remis au maître d'ouvrage, comprenant les dates, les méthodes employées, les quantités et spécificités des individus déplacés, ainsi que des observations sur le bon déroulement des opérations.

Selon l'ampleur et la nature du dossier, les prestations seront réalisées sous un délai compris entre deux (2) jours et un (1) mois maximum. Le délai accordé à la prestation sera précisé dans le bon de commande.

Cette prestation sera rémunérée au prix 309 dans le bordereau des prix.

310. Surveillance et entretien de bâches à amphibiens

Le titulaire aura en charge le suivi, l'entretien et, le cas échéant, la remise en état des dispositifs de barrières anti-amphibiens installés sur le site. Les prestations incluront :

- x la réalisation de visites de terrain régulières (au minimum une visite mensuelle de février à juin, période de migration active) afin de contrôler l'état des filets, piquets et systèmes de fixation ;
- x la localisation des points dégradés par géoréférencement submétrique (type ArpentGIS ou équivalent) ;
- x le retensionnement et le redressement des filets distendus en cas d'intempéries ;
- x la remise en place rapide des sections temporaires déposées par les entreprises de travaux (avec obligation de remise en état en fin de journée) ;
- x la sensibilisation des entreprises intervenantes au protocole de gestion en cas de découverte d'amphibiens (photographie, signalement immédiat, absence de destruction de micro-habitats, délimitation si nécessaire) ;
- x le rendu d'un compte-rendu illustré et circonstancié après chaque intervention, permettant au maître d'ouvrage (DREAL BFC) de suivre le fonctionnement de l'ensemble du dispositif.

Les interventions d'entretien devront assurer la continuité fonctionnelle des barrières, leur adaptation en zones inondées, ainsi qu'une protection efficace contre l'intrusion d'amphibiens sur les zones de travaux.

Selon l'ampleur et la nature du dossier, les commandes peuvent porter sur :

- x une prestation ponctuelle : dans ce cas elle sera réalisée sous un délai compris entre cinq (5) jours et un (1) mois maximum. Le délai accordé à la prestation sera précisé dans le bon de commande.
- x une prestation régulière susceptible de porter sur toute la durée du chantier : dans ce cas la durée et la fréquence des interventions sera précisée dans le bon de commande. La durée moyenne des chantiers est de l'ordre de vingt-quatre (24) mois.

Cette prestation sera rémunérée au prix 310 dans le bordereau des prix.

IV. Missions relatives à la mise en œuvre des mesures compensatoires

401. Recherche de sites de compensation

Pour des opérations routières à l'étude, en travaux ou mises en service (dans le cas où les sites déjà maîtrisés ne suffisent pas à atteindre l'absence de perte nette voire les objectifs de gain de biodiversité), le titulaire procède à la prospection de sites (parcelles, groupes de parcelles ou autres) :

- x pertinents au vu des éléments de biodiversité affectés, c'est-à-dire des sites susceptibles de contenir les mêmes espèces, habitats et fonctions que ceux affectés par le projet, après la mise en œuvre des mesures de compensation ;
- x présentant un potentiel de gain écologique intéressant (par exemple : site dégradé ou dans une trajectoire écologique défavorable ou sous pressions, sites présentant la possibilité d'augmenter les effectifs des espèces déjà présentes, ou d'améliorer les habitats pour accueillir des espèces non présentes) ;
- x à proximité fonctionnelle, c'est-à-dire intégrés dans la même zone naturelle et accessibles aux mêmes (sous-)populations d'espèces, si les mesures de compensation ne peuvent être mises en œuvre sur le site d'impact ou à proximité immédiate.

L'article L. 163-1 du Code de l'Environnement dispose que « les mesures de compensation sont mises en œuvre en priorité sur le site endommagé ou, en tout état de cause, à proximité de celui-ci afin de garantir ses fonctionnalités de manière pérenne ».

Aussi, il est demandé au titulaire, de rechercher des sites au plus près de l'opération routière correspondante.

La recherche de sites compensatoire est une interaction permanente entre potentiel écologique du site et maîtrise foncière possible de celui-ci : si la recherche s'avère infructueuse sur le plan écologique (terrains ne présentant pas un potentiel suffisant) ou sur le plan foncier (pas de maîtrise foncière possible), elle doit être réitérée en élargissant de proche en proche le périmètre de prospection initial à partir du site impacté (= l'opération routière).

Toutefois, le titulaire peut justifier l'éloignement modéré d'un site par rapport à la zone impactée, s'il démontre que cet éloignement favorise l'atteinte de l'équivalence écologique.

La méthode de recherche employée pour atteindre les objectifs visés reste à l'appréciation du titulaire.

Néanmoins, celui-ci devra a minima exécuter les étapes suivantes :

Dans un premier temps, le titulaire procédera à une recherche principalement bibliographique, appuyée de cartographies et/ou de photographies aériennes.

Cette première étape doit permettre de constituer une première liste de sites potentiels et d'en connaître les grandes caractéristiques telles que leur surface, leur qualité écologique, leur statut réglementaire, le type d'occupation du sol, etc.

Ainsi, le titulaire consultera (liste non exhaustive) :

- x le **SRADDET Bourgogne-Franche-Comté** ;
- x les documents d'urbanisme : **SCoT** avec leur document d'orientation et d'objectifs (DOO), les **PLU(i)** et les PADD (Projet d'Aménagement et de Développement Durable) ;
- x l'analyse de documents (étude d'impacts du projet, dossiers de dérogation, arrêtés, etc) ;
- x la consultation de bases de données numérique comme l'application « **Pogéis** » développée par l'OFB ;
- x etc.

Le titulaire pourra également avoir accès au recensement des zones humides de la région établi par le maître d'ouvrage réalisé avec le concours du Pôle milieux humides du CEN sur la base de son outil d'aide à la priorisation des milieux humides.

Le titulaire procédera ensuite à une première analyse foncière : il s'agira d'apprécier le coût du foncier dans le secteur du projet, de connaître l'état de la situation juridique et de la gestion des terrains (nombre de propriétaires concernés, leur place dans l'exploitation agricole, tendances du marché foncier dans la zone, etc.). Ceci permettra d'indiquer voire de confirmer ou d'infirmer d'emblée une possible maîtrise foncière des sites pressenties d'un point de vue écologique via les outils numériques listés ci-après (liste non exhaustive) :

- x le site « **Datafoncier** » du Cerema ;
- x l'application « Cartofriches » du Cerema qui recense les friches (industrielles, commerciales, d'habitat...) ;
- x le site « **Vigifoncier** », service d'information en ligne proposé par les SAFER. Ce service de la SAFER n'étant pas gratuit, le coût de son utilisation par le titulaire est compris dans ce prix.
- x etc.

Le titulaire pourra également directement prendre attache auprès des agents compétents en matière de foncier du Maître d'ouvrage.

Il conviendra de veiller au respect du principe d'additionnalité en ciblant des espaces qui ne font pas déjà l'objet d'une protection réglementaire ainsi que les zones ne faisant pas déjà l'objet de mesures compensatoires. Sur ce dernier point, même s'il n'est pas forcément à jour, le titulaire consultera pour cela l'outil « **GéoMCE** », l'interface de visualisation sur Géoportail qui donne accès aux mesures compensatoires répertoriés par les services instructeurs.

Dans un second temps, afin de vérifier la pertinence des premiers résultats obtenus, confirmer une possible maîtrise foncière et entamer des démarches d'analyse du potentiel compensatoire des sites pressentis (rémunérées au moyen du **prix 402**) le titulaire, **avec l'autorisation expresse du maître d'ouvrage**, prendra attache auprès des acteurs de l'environnement suivants :

- x les services instructeurs environnementaux (Service Biodiversité Eau Patrimoine de la DREAL BFC et les services de la Police de l'eau dans les DDT de la région) ;
- x l'Office Français de la Biodiversité (OFB) ;
- x les collectivités territoriales (les services environnement des communes, communautés de communes et départements)
- x les parcs naturels nationaux et régionaux (PNR) ;
- x les conservatoires d'espaces naturels (CEN) Bourgogne et Franche-Comté ;
- x les associations naturalistes et de protection de la nature ;
- x les fédérations de chasse ;
- x les fédérations de pêches ;
- x les Chambres d'Agriculture ;
- x les syndicats mixtes de bassin versant et les structures porteuses de SAGE ;

- x les Agences de l'eau ;
- x l'ONF ;
- x les établissements publics fonciers locaux (EPFL) de la Côte d'Or et du Doubs ;
- x tout autre acteurs jugé pertinent par le titulaire.

Dans le cadre de la recherche de sites, le MOA invite le titulaire à privilégier les acteurs de proximité que sont les services gestionnaires de milieux.

Dans le cas où le maître d'ouvrage et la SAFER auraient un partenariat en cours de validité, le titulaire pourrait bénéficier, dans le cadre de la réalisation de cette prestation, des données objet dudit partenariat.

La prestation sera sanctionnée par la rédaction d'un rapport comprenant une description du contexte, la présentation de la démarche de prospection mise en œuvre par le titulaire et pour chaque site ciblé, une fiche avec les éléments suivants :

- la localisation du site (un plan de localisation type carte IGN + un plan de précision type vue aérienne du site avec sa délimitation + coordonnées GPS du site) ;
- les références cadastrales du site ;
- la superficie du site ;
- si connu, le nom et les coordonnées du/des propriétaire(s) et/ou exploitant(s) du site ;
- l'usage actuel connu du site ;
- si connus, les milieux et habitats actuellement présents sur le site ;
- la ou les mesure(s) de compensation envisageable(s) sur le site ;
- si connues, qu'elle serait les modalités de sécurisation foncière envisageables ;
- les raisons pour lesquelles le site est retenu/non retenu ;
- toute précision jugée utile par le titulaire.

Le titulaire devra une réunion de présentation, si le maître d'ouvrage le demande

Ce prix comprend l'ensemble des échanges avec le maître d'ouvrage ainsi que les entités citées dans la présente description et au-delà ainsi que tout éventuel déplacement.

L'admission n'est pas tacite. La prestation sera considérée comme terminée et payée à complète satisfaction du maître d'ouvrage qui la signifiera au titulaire par courriel.

En fonction des besoins du maître d'ouvrage, le délai de réalisation de la prestation est compris entre trente (30) et quatre vingt dix (90) jours.

Le délai accordé à la prestation sera précisé dans le bon de commande.

Cette prestation sera rémunérée au prix 401 dans le bordereau des prix.

402. Analyse du potentiel compensatoire d'une parcelle (diagnostic rapide)

La prestation comprend une analyse sur le terrain du potentiel compensatoire d'un site, quelle que soit sa surface, qu'il ait été désigné directement au prestataire par le MOA ou bien pré-retenu dans le cadre d'une démarche de recherche de sites compensatoire.

Il ne s'agit pas d'effectuer un inventaire complet mais de vérifier si le site examiné présente les caractéristiques suffisantes (localisation par rapport à la zone d'impact, le potentiel de gain écologique, la faisabilité de mise en œuvre d'actions écologiques) pour décider le Moa d'entreprendre ou non de plus lourdes démarches (inventaires 4 saisons, maîtrise foncière et d'usage, etc).

L'objectif est d'apprécier sides mesures compensatoires permettant de répondre aux impacts d'un ou plusieurs projet(s) routier(s) (quel que soit leur stade d'avancement) peuvent y être mises en œuvre.

La prestation comprend :

- l'analyse préalable de tout document fourni par le MOA (études d'impacts, dossiers de dérogation, arrêtés, etc) ;
- la prise ne compte des données recueillies au prix 401 ;
- une réunion de présentation, si le maître d'ouvrage le demande.
- le renseignement d'une fiche dont la trame est fournie dans un sous dossier « Diagnostic_rapide » en **annexe 3** du présent DCE ;
 - l'identification du site,
 - la description du site,
 - la détermination du caractère humide d'une zone (hors **prix 403** « Caractérisation de zone et d'habitat humide »,
 - l'identification des habitats selon la typologie EUNIS niveau 2,
 - l'identification des espèces observées,
 - l'occupation des sols en terme d'activités humaines,
 - les dégradations observées sur le site,
 - un avis conclusif sur le potentiel du site.
- dans le cas où le site ne répondrait pas aux besoins du ou des projet(s) routier(s) initialement désigné(s), sur demande du MOA, l'éventuelle étude et reprise du rapport pour vérification du potentiel compensatoire pour un autre/d'autre(s) projet(s) routier(s).

Cette prestation devra être réalisée dans un délai contraint entre une (1) semaine et un (1) mois maximum. Le délai accordé à la prestation sera précisé dans le bon de commande.

Cette prestation sera rémunérée au prix 402 dans le bordereau des prix à la remise du rapport et après validation du maître d'ouvrage.

403. Caractérisation de zones et d'habitat humide

Le titulaire aura pour mission de déterminer le caractère humide de toute zone désignée par le MOA.

La caractérisation et la délimitation des zones humides devra se dérouler conformément l'arrêté du 24 juin 2008, précisant les critères de définition et de délimitation des zones humides en application des articles L214-7-1 et R211-108 du Code de l'environnement, traduit dans le « Guide d'identification et de délimitation des sols des zones humides - Comprendre et appliquer le critère pédologique de l'arrêté du 24 juin 2008 modifié » du MEDDE d'avril 2013 (voir dans un sous dossier « caractérisation_ZH » en **annexe 3**) et synthétisé dans un extrait du « Guide technique pour la bonne prise en compte des zones humides dans un projet : démarche à suivre et exigences réglementaires » de la DRIEAT Île-de-France de novembre 2021 (voir dans un sous dossier « caractérisation_ZH » en **annexe 3**).

Le titulaire produira un rapport conclusif sur le caractère humide de la zone, accompagné de cartes à des échelles pour permettre une bonne compréhension.

Selon l'ampleur de la zone à couvrir, les rendus seront produits sous un délai compris entre un (1) mois et six (6) mois maximum. Le délai accordé à la prestation sera précisé dans le bon de commande.

Cette prestation sera rémunérée au prix 403 dans le bordereau des prix.

404. Inventaire faune/flore et habitats pour un site de compensation

Lorsque l'aptitude à l'accueil des mesures compensatoires d'un site est confirmé, le MOA commandera au titulaire des inventaires selon les modalités ci-dessous.

Le titulaire pourra réaliser des inventaires selon trois niveaux de pression différents :

- x Inventaire **sommaire (prix 404a) en ou hors période favorable** et sur quelque(s) taxon(s) et habitat(s) cible(s)comprenant au moins :

- 1 passage flore ;
- 1 passage faune.
- x Inventaire **simplifié (prix 404b) entre mars et septembre** comprenant au moins :
 - 1 passage flore ;
 - 1 passage faune.
- x Inventaire **quatre saisons (prix 404c)** comprenant au moins :
 - 2 passages flore ;
 - 6 passages diurnes faune ;
 - 4 passages nocturnes faune ;
 - l'analyse des sonogrammes ;
 - la délimitation zone humide selon les critères pédologiques et floristiques avec analyse des résultats.

Ces inventaires devront être à minima conformes au « *Protocole d'inventaires – Prise en compte des habitats et des espèces dans les projets et activités – février 2024 – DREAL Bourgogne - Franche-Comté* » dans un sous dossier « protocole_inventaire » en **annexe 3**.

Pour chaque inventaire, quel que soit son niveau de pression, le titulaire produira un rapport contenant les informations suivantes :

- rappel du contexte ;
- caractéristiques et localisation du site ;
- historique du site ;
- gestion actuelle du site ;
- problématiques identifiées sur le site ;
- description des milieux physiques (géologie, géologie, hydrologie) ;
- état initial des milieux naturels observé lors de l'inventaire ;
- description des fonctionnalités constatées lors de l'inventaire ;
- description de la méthodologie employée pour détermination de l'éligibilité du site ;
- analyse de l'éligibilité du site vis-à-vis de la mise en œuvre des mesures compensatoires qui y sont envisagées par le MOA.
- la réalisation de cartes et la fourniture des fichiers SIG correspondants.

Ces données pourront être intégrées à la rédaction d'un état initial d'un plan de gestion.

Le titulaire devra une réunion de présentation, si le maître d'ouvrage le demande.

Toutes les données naturalistes produites devront être déposées par le titulaire sur le site internet DEPOBIO suivant : <https://depot-legal-biodiversite.naturefrance.fr> ; le titulaire remettra au MOA la preuve du dépôt des données (le justificatif de preuve de dépôt est géré automatiquement par le site dès lors que toutes les données sont déposées).

La prestation portant sur « Inventaire sommaire faune/flore et habitats pour un site de compensation » sera rémunérée au prix 404a dans le bordereau des prix. En fonction des besoins du maître d'ouvrage, le délai de réalisation de la prestation est compris entre une (1) semaine et un (1) mois. Le délai accordé à la prestation sera précisé dans le bon de commande.

La prestation portant sur « Inventaire simplifié faune/flore et habitats pour un site de compensation » sera rémunérée au prix 404b dans le bordereau des prix. Cette prestation ne pourra être réalisée que entre mars et septembre. La date de démarrage est précisée sur le bon de commande et le délai de réalisation de la prestation est compris entre un (1) mois et six (6) mois. Le délai accordé à la prestation sera précisé dans le bon de commande.

La prestation portant sur « Inventaire 4 saisons faune/flore et habitats pour un site de compensation » sera rémunérée au prix 404c dans le bordereau des prix. La prestation sera réalisée sur une année complète, la date de démarrage de la prestation sera précisée dans le bon de commande.

405. Élaboration d'un plan de gestion (prix 405a à 405f)

Le plan de gestion, rédigé au site, tel qu'il est demandé au titulaire, traite de chaque volet de la compensation (travaux, gestion et suivi) dans trois documents distincts que sont :

- x un document dit « **Dossier projet** » (prix 405a) destiné à l'opérateur partenaire de la DREAL BFC et/ou au prestataire recruté qui réalisera les travaux de terrassement, hydrauliques, de génie écologique, etc (ce document ou une partie de ses éléments peuvent être annexés ou repris dans un DCE) ;
- x un document dit « **Mesures de gestion** » (prix 405b) destiné au gestionnaire (l'opérateur partenaire de la DREAL BFC, exploitant agricole, etc) qui assurera ou fera assurer, sur la durée prescrite par les actes d'autorisation, la mise en œuvre des mesures de gestion ;
- x un document dit « **Mesures de suivi** » (prix 405c) destiné à l'opérateur partenaire de la DREAL BFC et/ou à l'écologue recruté qui assurera les mesures de suivi sur la durée et aux échéances prescrites par les actes d'autorisation.

Ces documents doivent permettre à ces différents acteurs qui n'ont rien avoir entre eux et qui doivent intervenir indépendamment les uns des autres et à des moments différents (d'où des documents distincts) de savoir :

- x ce qu'ils doivent faire ;
- x comment ils doivent le faire ;
- x où ils doivent le faire ;
- x quand ils doivent le faire ;
- x dans quel cadre ils doivent le faire.

C'est pourquoi chaque document comprend :

- x une présentation commune synthétique du contexte avec :
 - présentation succincte de la ou des opération(s) routière concernée(s) ;
 - référence aux actes d'autorisation ;
 - présentation rapide du contexte dans lequel s'inscrit le site, ses caractéristiques et sa localisation précise ;
 - liste des mesures présentées dans le document.
- x une fiche par mesure avec :
 - objectif(s) de la mesure ;
 - résultat(s) attendu(s) de la mesure ;
 - une description de la mesure la plus concrète et compréhensible possible ;
 - un schéma/plan de principe de mise en œuvre ;
 - un plan de la parcelle avec implantation de la mesure ;
 - un calendrier sur l'année avec les périodes propices de mise en œuvre ;
 - un calendrier de mise en œuvre sur la durée de la mesure (30, 40, 50 ans, etc).
- x une estimation des mesures à mettre en œuvre à l'unité, au total et sur la durée prévue de la compensation pour permettre au Maître d'ouvrage l'établissement de conventions financières et le recrutement de prestataires idoines (l'estimation établie doit donc être soignée et les prix affichés réalistes).

Le niveau de précision des mesures proposées se veut élevé (sans être pour autant de niveau PRO), c'est-à-dire le plus concret et opérationnel possible.

Spécifiquement pour le document « Mesures de suivi », la description de la mesure consistera en la description du protocole de suivi à mettre en œuvre et reproductible dans le temps.

Ceci doit permettre de répondre à plusieurs objectifs :

- x Compréhension générale de la mise en œuvre des mesures sur site, y compris pour un néophyte, facilitée par une grande lisibilité.
- x Utilisation par les acteurs de la compensation/prestataires des documents en quasi mode d'emploi sur le terrain.
- x Pour les services environnementaux, pouvoir statuer sur la validité des mesures proposées vis-à-vis prescriptions des arrêtés et dossiers de dérogation.
- x Pour les partenaires auxquels sont confiés la réalisation de ces mesures, pouvoir correctement apprécier le travail à réaliser et, éventuellement, en ajuster leur mise en œuvre en fonction de leurs objectifs, moyens et desiderata.
- x Pour le maître d'ouvrage, évaluer la faisabilité technique des mesures, en estimer leur coût ainsi que celui de la gestion et du suivi associés sur la durée prévue de la compensation et proposer un calendrier de mise en œuvre aussi précis que possible.
- x Conversion aisée des mesures en conventions et prestations/marchés pour le recrutement de prestataires.

Il est à noter que lorsque des mesures de réduction voire d'évitement et d'accompagnement prescrites dans les actes d'autorisation doivent faire l'objet de travaux, d'une gestion et d'un suivi sur le long terme, elles doivent être traitées dans le plan de gestion de la même manière que des mesures de compensation.

Ces documents sont accompagnés :

- x de « l'état initial » du site (**prix 405d**) comprenant :
 - une présentation commune synthétique du contexte avec :
 - ✓ présentation succincte de la ou des opération(s) routière concernée(s);
 - ✓ référence aux actes d'autorisation ;
 - ✓ présentation rapide du contexte dans lequel s'inscrit le site, ses caractéristiques et sa localisation précise.
 - une évaluation du niveau de connectivité du site avec son environnement grâce :
 - ✓ au recensement des zonages officiels à proximité du site (Espaces Naturels Protégés (ENS), sites Natura 2000, ZNIEFF de type I et II, etc) ;
 - ✓ à l'analyse de la situation du site vis-à-vis de la trame verte et bleue du SRADDET Bourgogne-Franche-Comté ;
 - ✓ à l'analyse des données disponibles de répartition des espèces au sein du territoire environnant le site et disponible sur la plateforme Sigogne afin d'estimer la possible colonisation du site suite à la mise en œuvre des mesures de compensation ;
 - ✓ à toute autre explication que le titulaire jugera utile à l'appui de données officielles, pouvant permettre d'affiner cette évaluation.
 - une description du contexte dans lequel s'inscrit le site (et en déduire l'influence sur les habitats présents) d'un point de vue :
 - ✓ géologique ;
 - ✓ pédologique ;
 - ✓ hydrologique (le titulaire précisera si la localisation du site choisi permet d'être conforme ou non aux dispositions prescrites quant à la restauration de zones humides du SDAGE concerné).
 - une description de l'historique du site et sa situation actuelle vis-à-vis de l'activité humaine ;

- une description succincte des éventuelles problématiques identifiées telles que dégradation, pollution, pressions foncières, agricoles, sylvicoles, etc ;
- l'état initial des milieux naturels du site à partir d'un inventaire (soit commandé antérieurement au titulaire au moyen des prix **404a**, **404b** ou **404c** soit réalisé par un autre prestataire et fourni par la DREAL BFC au titulaire) afin, en fonction de son niveau de pression, d'y recenser :
 - ✓ les habitats ;
 - ✓ la flore ;
 - ✓ la faune (mammifères terrestres et semi-aquatiques, chiroptères, oiseaux, amphibiens, reptiles, insectes) ;
 - ✓ les zones humides (surface et pourcentage de surface du site).
- la démonstration l'éligibilité du site à l'accueil des mesures compensatoires :
 - ✓ par la description de la méthode employée par le titulaire pour démontrer l'éligibilité du site à l'accueil des mesures compensatoires ;
 - ✓ pour chaque mesure compensatoire (ainsi que les mesures d'évitement, de réduction, et d'accompagnement induisant des travaux, une gestion et un suivi sur le long terme) figurant dans les actes d'autorisation et dossiers correspondants, par la démonstration de la capacité ou de l'absence de capacité du site à les accueillir ;
- La synthèse de l'ensemble des mesures de travaux, gestion, suivi à mettre en œuvre sur le site.

Cet état initial doit permettre, lors des campagnes de suivi, soit à l'opérateur qui en est chargé soit à l'écologue recruté par la DREAL de vérifier, tout au long de la durée de la compensation, par comparaison avec l'état du site post travaux, que les objectifs prescrits par les actes d'autorisation de l'opération routière sont atteints.

x d'une « **Notice explicative à l'attention des services environnementaux** » (prix **405e**) comprenant :

- une présentation commune synthétique du contexte avec :
 - ✓ présentation succincte de la ou des opération(s) routière concernée(s) ;
 - ✓ référence aux actes d'autorisation ;
 - ✓ présentation rapide du contexte dans lequel s'inscrit le site, ses caractéristiques et sa localisation précise.
- présentation des impacts résiduels et mesures prescrites dans l'arrêté de dérogation espèces protégées* de l'opération avec :
 - ✓ la liste des espèces inscrite dans l'arrêté de dérogation espèces protégées de l'opération ;
 - ✓ les impacts résiduels significatifs à compenser inscrits dans l'arrêté de dérogation espèces protégées de l'opération ;
 - ✓ la liste des mesures compensatoires inscrite dans l'arrêté de dérogation espèces protégées de l'opération (ainsi que les mesures d'évitement, de réduction, et d'accompagnement induisant des travaux, une gestion et un suivi sur le long terme) ;
- présentation des impacts résiduels et mesures prescrites dans l'arrêté d'autorisation Loi sur l'eau* de l'opération avec :
 - ✓ les impacts résiduels significatifs à compenser inscrits dans l'arrêté d'autorisation Loi sur l'eau de l'opération ;
 - ✓ la liste des mesures compensatoires inscrite dans l'arrêté d'autorisation Loi sur l'eau de l'opération (ainsi que les mesures d'évitement, de réduction, et d'accompagnement induisant des travaux, une gestion et un suivi sur le long terme) ;

- ✓ la liste des critères à respecter de la disposition pour restauration de zone humide du SDAGE concerné.
- pour chaque mesure compensatoire (ainsi que d'évitement, de réduction, et d'accompagnement induisant des travaux, une gestion et un suivi sur le long terme) inscrite dans les arrêtés (dans l'ordre, les mesures figurant dans l'arrêté de dérogation espèces protégées d'abord puis les mesures figurant dans l'arrêté de dérogation Loi sur l'eau ensuite*), présentation et justification des mesures à mettre en œuvre sur le site avec :
 - ✓ description de la mesure telle qu'énoncée dans les actes d'autorisation (avec référence à l'article et au numéro de page correspondant de l'arrêté);
 - ✓ indication, référence à l'article et au numéro de page à l'appui, à quelle mesure des dossiers de demande d'autorisation la mesure des arrêtés correspond-elle et à quel(s) impact(s) est-elle censée répondre ;
 - ✓ à l'appui des dossiers de demande d'autorisation et de l'inventaire du fuseau routier réalisé lors de leur élaboration (fourni par la DREAL BFC), la liste des habitats avec les surfaces et linéaires associés impactés définitivement par le projet (référence aux intitulés des paragraphes et des numéros de pages à l'appui) ;
 - ✓ à l'appui de ces mêmes documents et éventuellement d'autres données (toujours citer les sources), notamment à des fins d'actualisation lorsque les études du projet routier datent de quelques années, description des fonctionnalités que remplissaient les habitats désormais détruits ;
 - ✓ indication de la/des mesure(s) de création/restauration de milieux figurant dans le « Dossier projet » et/ou la/les mesure(s) de changement de pratique de gestion correspondante(s) dans le document « Mesures de gestion ».
 - ✓ indication des surfaces et/ou linéaires d'habitat(s) que cette/ces mesure(s) permet(tent) de recréer/restaurer sur le site ;
 - ✓ démonstration, en lien avec la description des fonctionnalités des milieux perdus, comment cette/ces mesure(s) permet(tent)-elle(s) de retrouver a minima des fonctionnalités similaires voire un gain de fonctionnalité ;
 - ✓ liste les mesures de gestion et de suivi associées figurant respectivement dans le document « Mesures de gestion » et le document « Mesures de suivi ».

La « notice explicative à l'attention des services environnementaux » doit d'une part permettre une re-contextualisation des mesures à réaliser spécifiquement sur le site afin de les resituer au sein de la globalité des dispositions compensatoires à mettre en œuvre sur l'ensemble de l'/des opération(s) routière(s) concernée(s) et d'autre part, faire la démonstration de l'obtention d'une absence de perte voire d'un gain de biodiversité.

- x d'un « **Tableau de synthèse** » (prix 405f) qui récapitule pour la/les opération(s) routière(s) concernée(s) :
 - la liste des mesures compensatoires (ainsi que les mesures d'évitement, de réduction, et d'accompagnement induisant des travaux, une gestion et un suivi sur le long terme) figurant dans les actes d'autorisation ;
 - la liste des mesures compensatoires (ainsi que les mesures d'évitement, de réduction, et d'accompagnement induisant des travaux, une gestion et un suivi sur le long terme) correspondantes figurant dans les dossiers de demande d'autorisation ;
 - pour chacune d'elle, la liste des habitats et espèces ciblés ;
 - les ratios de compensation à appliquer ;
 - les surfaces/linéaires d'habitats :
 - ✓ à compenser pour l'ensemble de la/des opération(s) routière(s) concernée(s) ;
 - ✓ déjà compensés au moment de la rédaction du plan de gestion ;

- ✓ à compenser spécifiquement sur le site objet du plan de gestion ;
- la liste les mesures correspondantes à mettre en œuvre sur le site décrites :
 - ✓ dans le « Dossier projet » ;
 - ✓ dans le document « Mesures de gestion » ;
 - ✓ dans le document « Mesures de suivi ».

*Lorsque le projet routier a fait l'objet d'un dossier et d'un arrêté d'autorisation unique, il n'y a pas à faire cette distinction.

Pour la rédaction de l'ensemble de ces documents, le titulaire devra utiliser les trames fournies dans un dossier en annexe 2.

Il est exigé du titulaire la rédaction de documents propres avec une mise en page soignée.

Cette prestation est rémunérée quel que soit le nombre de versions.

Ces prix comprennent l'ensemble des échanges et aller-retours entre le titulaire et le maître d'ouvrage ainsi que toutes les modifications demandées par le maître d'ouvrage.

L'admission n'est pas tacite. La prestation sera considérée comme terminée et payée, conformément au bordereau des prix, à complète satisfaction du maître d'ouvrage qui la signifiera au titulaire par courriel.

En fonction de ses besoins, le maître d'ouvrage pourra commander au titulaire la rédaction :

- x soit l'ensemble des documents constitutifs d'un plan de gestion ;
- x soit une partie de ces documents ;
- x soit de document à l'unité.

Le délai de rédaction d'une première version d'un plan de gestion complet (les cinq (5) documents) est compris entre deux (2) et quatre (4) mois.

Le délai de rédaction d'une première version d'un document (parmi les cinq documents) est compris entre un (1) et deux (2) mois.

Le délai accordé à la prestation sera précisé dans le bon de commande.

Cette prestation décrite au prix 405 sera rémunérée par l'application des prix 405a à 405f du bordereau des prix.

406. Assistance à la rédaction d'un cahier des charges

Les prix 406, 407, 408 et 409 concernent des prestations de maîtrise d'œuvre en phase travaux, pour des opérations de restauration, réhabilitation ou création de milieux.

En l'occurrence, le prix 406 concerne l'assistance du maître d'ouvrage dans la rédaction des dossiers de consultation des entreprises (DCE).

Il est demandé au titulaire :

- La fourniture des pièces techniques, respectant les dispositions des dossiers et arrêtés environnementaux et du plan de gestion, en particulier :
 - Une proposition de cahier des clauses techniques particulières (CCTP). Le CCTP comprend les descriptifs détaillés des travaux à réaliser et les plans nécessaires à leur bonne exécution. Il doit garantir la qualité écologique des aménagements, la conformité réglementaire et la maîtrise des risques techniques et financiers. Au besoin, il en précise les points d'arrêt.
 - Un cadre de détail estimatif (DE).
 - Un bordereau des prix (BP) définissant précisément les prestations incluses dans chaque prix.
 - Les éléments techniques, et notamment les pièces graphiques, issus du plan de gestion, nécessaires aux entreprises pour présenter leurs candidatures et établir leurs offres.

- Une estimation confidentielle de la maîtrise d'œuvre.
- Le cas échéant, un cadre-type de document permettant d'apprécier la valeur environnementale des prestations (type « SOPRE »).
- Une contribution à la rédaction des pièces administratives, élaborées par le maître d'ouvrage (niveaux de qualification exigés, documents à remettre par les candidats, proposition de critères d'analyse des offres, délais, pénalités, organisation et durée de la période de préparation, etc.). À cette fin, le maître d'ouvrage transmettra une fiche « caractéristique » détaillant l'ensemble des points à aborder avec le titulaire.

Le délai de rédaction d'une première version d'un dossier de consultation des entreprises complet est compris entre un (1) et deux (2) mois.

Cette prestation sera rémunérée au prix 406 dans le bordereau des prix.

407. Assistance à l'analyse des offres

Les prix 406, 407, 408 et 409 concernent des prestations de maîtrise d'œuvre en phase travaux, pour des opérations de restauration, réhabilitation ou création de milieux.

En l'occurrence, **le prix 407** concerne l'assistance du maître d'ouvrage à la consultation, puis à l'analyse des offres, apportée par le titulaire.

Consultation

Durant la consultation, le maître d'ouvrage s'appuie sur le titulaire pour apporter les réponses aux questions posées par les candidats.

Le titulaire assure les éventuelles modifications du DCE qui résulteraient des questions posées.

À chaque sollicitation par courriel du maître d'ouvrage, le titulaire dispose d'un délai de deux (2) jours ouvrés pour apporter une réponse aux questions, et le cas échéant, proposer une modification du DCE.

En outre, le maître d'ouvrage interdit au titulaire la communication à quiconque de la liste des entreprises qui ont retiré le dossier de consultation.

Analyse des offres

Après ouverture des plis contenant les offres, le maître d'ouvrage transmet au titulaire, pour analyse, les propositions reçues. Celui-ci ne doit fournir à des tiers aucune des informations contenues dans ces propositions qu'il doit restituer intégralement au maître d'ouvrage.

Le titulaire doit faire une analyse critique des offres des candidats en donnant sa position motivée. Le rapport d'analyse respectera strictement les dispositions du règlement de consultation. Il comportera au minimum les informations suivantes :

- x rappel des critères de jugement des offres ;
- x rappel des résultats de l'appel d'offres ;
- x vérification de la cohérence entre les différentes pièces constituant l'offre ;
- x examen des niveaux de qualification des candidats ;
- x vérification technique des offres, point par point : conformité au DCE, qualité, etc ;
- x le cas échéant, pour chaque offre, analyse technico-financière argumentée des écarts entre l'offre et l'estimation du titulaire ;
- x synthèse et proposition de classement au regard des critères du règlement de la consultation

Le délai de rédaction d'une première version d'un rapport d'analyse des offres complet est compris entre deux (2) semaines et un (1) mois.

Cette prestation sera rémunérée au prix 407 dans le bordereau des prix.

408. Suivi et contrôle des travaux d'aménagement d'un site de compensation

Les prix 406, 407, 408 et 409 concernent des prestations de maîtrise d'œuvre en phase travaux, pour des opérations de restauration, réhabilitation ou création de milieux.

En l'occurrence, le **prix 408** concerne l'assistance du maître d'ouvrage au suivi et au contrôle des travaux apportée par le titulaire.

Période de préparation

Au cours de la période de préparation, le titulaire est l'interlocuteur direct de l'entreprise retenue.

Il a la charge l'organisation de la réunion dite « réunion zéro » de démarrage du marché, à laquelle il convie également le maître d'ouvrage. Il en rédige le compte-rendu et en assure sa diffusion.

Il s'assure de la bonne réalisation, par l'entreprise, de tous les documents de préparation des travaux (éventuelles études complémentaires, plans, planning, documents relatifs à la qualité, à la prise en compte de l'environnement, à la sécurité des interventions, etc.) dans les délais impartis.

Il procède à l'examen de la conformité de ces documents au marché et délivre son visa sur l'ensemble des livrables produits par l'entreprise. Il les tient à disposition du maître d'ouvrage.

En cas d'écart constaté par rapport aux dispositions du marché, de risque de surcoût identifié ou de risque d'impact sur le calendrier, le titulaire alerte sans délai le maître d'ouvrage.

Au besoin, le titulaire pourra proposer au maître d'ouvrage l'organisation d'une réunion tripartite visant à lever d'éventuels points de blocage. Cette réunion tripartite pourra être à l'initiative du maître d'ouvrage. Dans les deux cas, le titulaire se charge de son organisation, de sa préparation, de son animation, de la rédaction de son compte-rendu et de sa diffusion.

En cas d'écart confirmé par rapport aux dispositions du plan de gestion, le maître d'ouvrage sollicitera l'avis des services instructeurs environnementaux et de l'OFB.

Direction de l'exécution des travaux

Pendant la réalisation des travaux, le titulaire reste l'interlocuteur direct de l'entreprise retenue. Il :

- x S'assure que les travaux réalisés respectent les dispositions du marché et les études menées en période de préparation. Il procède des contrôles réguliers dont il rédige les compte-rendus, qu'il tient à disposition du maître d'ouvrage.
- x Organise et dirige les réunions de chantier : au moins une réunion de chantier hebdomadaire est organisée par le titulaire, en accord avec le maître d'ouvrage qui peut y être représenté. Les sujets nécessitant des échanges plus approfondis ou des études complémentaires pourront faire l'objet de réunions spécifiques supplémentaires, également à l'initiative du titulaire. Il prépare l'ordre du jour, anime la réunion, et consigne les principales conclusions dans un relevé de décisions dont il assure la diffusion. Même s'il n'est pas représenté, le maître d'ouvrage doit être destinataire de l'ensemble des compte-rendus de réunion.
- x Informe régulièrement le maître d'ouvrage sur l'état d'avancement du chantier, en indiquant en particulier les évolutions notables, les éventuelles non-conformités, les écarts constatés par rapport aux dispositions du marché, les risques de surcoûts et/ou de retard. Au besoin, le titulaire pourra proposer au maître d'ouvrage l'organisation d'une réunion tripartite visant à lever d'éventuels points de blocage. Cette réunion tripartite pourra être à l'initiative du maître d'ouvrage. Dans les deux cas, le titulaire se charge de son organisation, de sa préparation, de son animation, de la rédaction de son compte-rendu et de sa diffusion. En cas d'écart confirmé par rapport aux dispositions du plan de gestion, le maître d'ouvrage sollicitera l'avis des services instructeurs environnementaux et de l'OFB.
- x Assure le suivi environnemental des travaux.
- x Vérifie la validité des projets de décomptes transmis par l'entreprise, et y délivre son visa. Il transmet chaque mois au maître d'ouvrage un état d'acompte mensuel conformément à l'article 12.2 du cahier des clauses administratives générales relatif aux marchés de travaux (CCAG Travaux), reprenant le décompte de l'entreprise visé par ses soins, des justificatifs éventuels et, le cas échéant, le relevé des pénalités appliquées pendant le mois considéré.

- x Procède à l'analyse technique et financière de toutes les propositions de prix établies par les entrepreneurs, qu'elles soient en plus ou en moins-value. Il propose au maître d'ouvrage un bordereau de prix supplémentaires que le maître d'ouvrage analysera, et, en cas d'accord, notifiera à l'entreprise. Les prix supplémentaires validés et notifiés seront régularisés a posteriori par avenant.
- x En cas de réserves, donne un avis éclairé au maître d'ouvrage et l'assiste en cas de litige sur l'exécution ou le règlement des travaux.
- x Le cas échéant, s'assure que les exigences du coordinateur sécurité et protection de la santé (CSPS), recruté directement par le maître d'ouvrage, sont bien prises en compte par l'entreprise.
- x Tient à jour le registre de chantier conformément aux dispositions de l'article 28.5 du CCAG Travaux, et le tient à disposition du maître d'ouvrage.

Le titulaire ne peut apporter, en cours d'exécution, aucune modification aux marchés sans l'autorisation écrite du maître d'ouvrage et sans la production de documents justificatifs.

Il doit assurer, sur le chantier, la présence suffisante à garantir ses obligations de résultats.

Le délai relatif à l'exécution de cette prestation correspond au délai du marché faisant l'objet du suivi, période de préparation incluse.

Cette prestation sera rémunérée au prix 408 dans le bordereau des prix.

409. Assistance à la réception des travaux

Les prix 406, 407, 408 et 409 concernent des prestations de maîtrise d'œuvre en phase travaux, pour des opérations de restauration, réhabilitation ou création de milieux.

En l'occurrence, **le prix 409** concerne l'assistance du maître d'ouvrage à la réception des travaux, conformément à l'article R.2431-31 du CCP.

Le titulaire est chargé :

- x de procéder aux opérations préalables à la réception des travaux, c'est-à-dire de reconnaître la conformité de la réalisation des aménagements avec les documents contractuels, par une visite exhaustive et détaillée ;
- x de dresser le procès-verbal correspondant revêtu de sa signature et de celle de l'entreprise, en se basant sur le formulaire EXE4 disponible sur le site du Ministère de l'Économie (<https://www.economie.gouv.fr/daj/les-formulaires-dexecution-des-marches>) et l'adresser au maître d'ouvrage ;
- x de faire part au maître d'ouvrage de ses propositions concernant la réception (prononciation sans réserve, sous réserve ou avec réserves, ou non-prononciation) en se basant sur le formulaire EXE 5 disponible sur le site du Ministère de l'Économie (<https://www.economie.gouv.fr/daj/les-formulaires-dexecution-des-marches>) ;
- x de faire connaître à l'entreprise dans un délai de cinq (5) jours suivant la date du procès-verbal, s'il a ou non proposé au maître d'ouvrage la réception des ouvrages avec mention des réserves éventuelles et dans l'affirmative la date d'achèvement des travaux qu'il propose de retenir ;
- x d'assurer le suivi des actions de levée de réserve réalisées par l'entreprise, et le cas échéant organiser une réception complémentaire.

Il appartient également au titulaire de collecter et de vérifier au fur et à mesure les éventuels plans et documents fournis après exécution par l'entreprise.

Pendant la période de validité de la garantie de parfait achèvement, le titulaire sera sollicité si besoin par le maître d'ouvrage pour proposer des mesures correctives. Le cas échéant, ces sollicitations feront l'objet d'une commande complémentaire.

Les opérations de réception doivent être réalisées dans un délai de deux (2) semaines à compter de la déclaration de fin de travaux par l'entreprise. Elles sont sanctionnées par l'établissement, par le

titulaire du procès verbal de réception (EXE4) et des propositions du maître d'œuvre (EXE5) et leur transmission au maître d'ouvrage.

Cette prestation sera rémunérée au prix 409 dans le bordereau des prix.

V. Missions de suivi des sites de compensation

501. Réalisation du suivi d'un site de compensation

Le titulaire vérifiera ainsi l'atteinte des objectifs prescrits par les arrêtés préfectoraux par mise œuvre des mesures de suivi telles que décrites dans le document « Mesures de suivi » des plans de gestion et par comparaison entre la situation du site et l'état initial de celui-ci.

Dans le cas où le site compensatoire n'a pas de Plan de Gestion, le titulaire rédigera au préalable un document « Mesures de suivi » rémunéré au moyen du prix 405c. Le titulaire s'appuiera sur ce document pour réaliser le suivi du site compensatoire.

Pour chaque site, le titulaire remettra un bilan. La forme de ce bilan est laissée à la discrétion du titulaire.

Néanmoins, chaque bilan devra a minima :

- faire état des données recueillies sur le terrain et de la justification de l'interprétation qui en est faite ;
- indiquer si les mesures de restauration/réhabilitation, création de milieux et/ou évolution des pratiques de gestion mise en œuvre sur le site sont efficaces (absence de perte nette voire gain de biodiversité) et dans le cas contraire, proposer des mesures correctives ;
- permettre aux services environnementaux (instructeurs et OFB) de statuer de l'efficacité des mesures mises en place ;
- permettre au(x) successeur(s) éventuel(s) du titulaire de poursuivre la mise en œuvre du suivi sur toute la durée prévue de la compensation.

Pour chaque groupe de site affilié à une même opération routière, le titulaire produira également une synthèse indiquant si l'ensemble des mesures mises en œuvre sur chacun de ces sites permettent de répondre aux besoins compensatoires de l'opération routière concernée.

Le titulaire communiquera ces bilans et synthèses au MOA à l'avancement, tous les rendus devant être fournis au plus tard au 31 décembre de l'année de réalisation des suivis en cours. Le délai accordé à la prestation sera précisé dans le bon de commande.

Cette prestation sera rémunérée au prix 501 dans le bordereau des prix.

502. Contrôle de la gestion d'un site de compensation

Le titulaire, à l'appui du plan de gestion, de la convention et/ou de tout autre document décrivant les mesures de gestion à mettre en œuvre sur un site de compensation donné, devra réaliser un bilan de la gestion (fauchage, pâturage, taille de haie, curage de mare, etc.) réellement effectuée.

Le titulaire produira un rapport avec le constat de l'écart ou de l'absence d'écart entre les prescriptions écrites et la gestion effective sur le terrain. Le titulaire conclura sur la bonne gestion, dans le cas contraire il produira des préconisations pour remédier à la gestion insuffisante.

Le rapport comportera à minima :

- les informations sur le site, sa localisation, etc ;
- le rappel des prescriptions de gestion attendues (fréquence, modalités, etc) ;
- sur la base des informations recueillies auprès des gestionnaires, et ou à défaut par l'évaluation du titulaire en tant qu'expert : les dates de début de gestion sur le terrain ;
- les constats appuyés de photographies ;
- l'avis du titulaire sur la gestion du site ;
- les préconisations pour remédier à une gestion insuffisante.

Le MOA prendra contact avec les gestionnaires pour permettre au titulaire de réaliser son contrôle sur site. Au besoin, le MOA accompagnera le titulaire sur le site.

Selon la surface du site compensatoire et l'urgence du contrôle à réaliser :

- x la visite sur le site devra être réalisée sous un délai compris entre deux (2) semaines et six (6) mois,
- x les rendus seront produits, après la visite, sous un délai compris entre deux (2) semaines et deux (2) mois maximum.

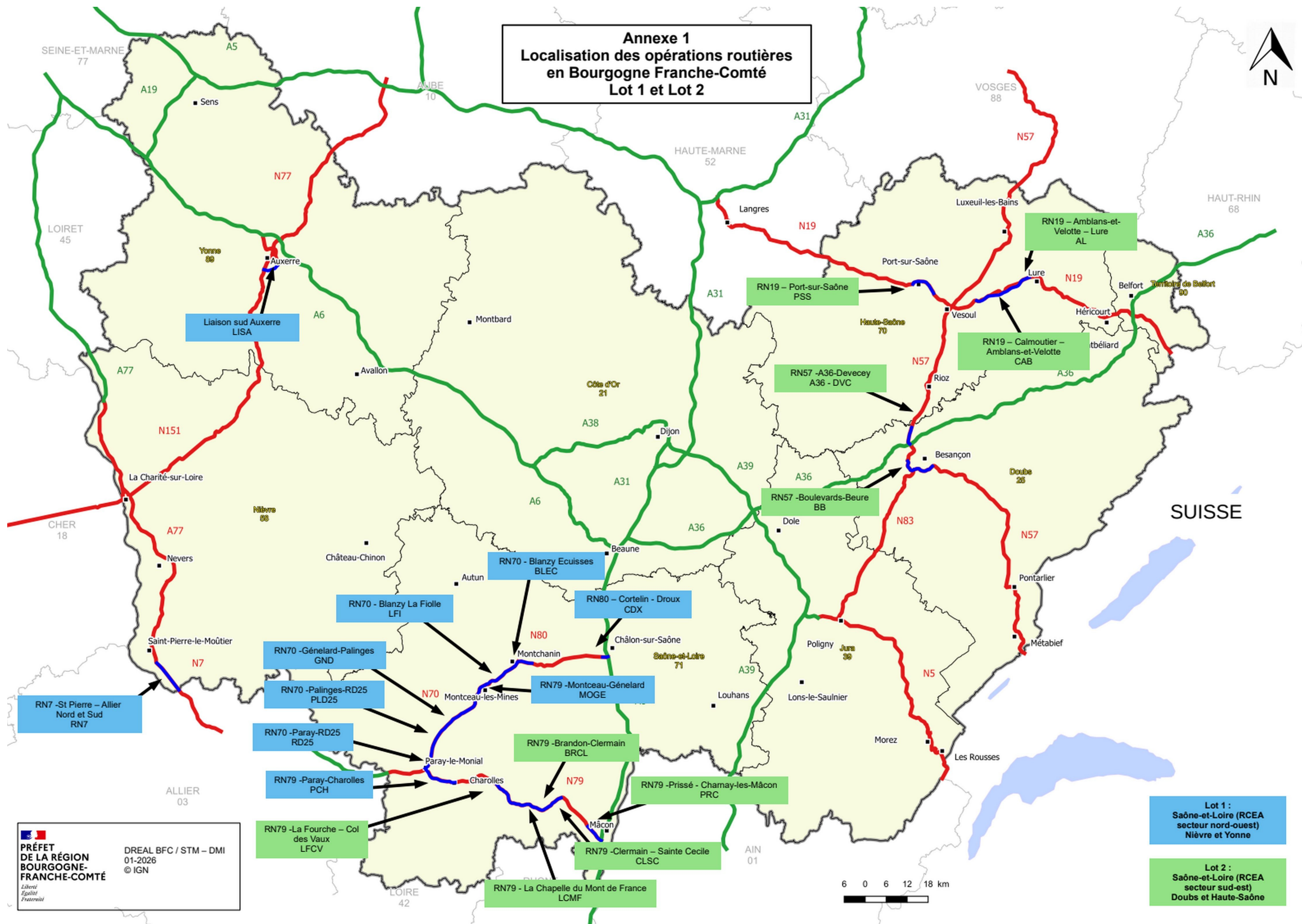
Les délais accordés pour la visite et la rédaction du rapport seront précisés dans le bon de commande.

Cette prestation sera rémunérée au prix 502 dans le bordereau des prix.

A, le

Le titulaire

Annexe 1 **Localisation des opérations routières** **en Bourgogne Franche-Comté** **Lot 1 et Lot 2**



Lot 1 :
Saône-et-Loire (RCEA
secteur nord-ouest)
Nièvre et Yonne

Lot 2 :
Saône-et-Loire (RCEA
secteur sud-est)
Doubs et Haute-Saône